

**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2023  
PRÉSENTÉ PAR  
MADAME MARIE FRANCE PARRAIN  
MAIRE DE MAISONS-ALFORT  
CONSEILLÈRE DÉPARTEMENTALE DU VAL-DE-MARNE**

## SOMMAIRE

|   | <b>Pages</b> |
|---|--------------|
| <b>INTRODUCTION .....</b>   | <b>3</b>     |
| <b><u>I- L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....</u></b>             | <b>5</b>     |
| A-Un ralentissement de la croissance économique.....                      | 5            |
| B-Les mesures concernant les collectivités locales.....                   | 8            |
| <b><u>II- NOS ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2023 .....</u></b> | <b>13</b>    |
| A-L'évaluation de nos recettes pour 2023 .....                            | 15           |
| B-La forte hausse de nos dépenses de fonctionnement.....                  | 22           |
| C-Nos projections pour les dépenses d'investissement .....                | 29           |
| <b><u>III- UNE GESTION FINANCIERE MAITRISEE .....</u></b>                 | <b>32</b>    |
| A-Des dépenses de fonctionnement limitées .....                           | 32           |
| B-Un endettement par habitant faible.....                                 | 34           |
| C-Une fiscalité communale modérée.....                                    | 36           |
| <b><u>IV- ANNEXES.....</u></b>  | <b>42</b>    |
| 1 La Gestion des ressources humaines .....                                | 43           |
| 2 La gestion de la dette communale .....                                  | 46           |
| 3 Projection financière du budget principal 2023.....                     | 54           |
| 4 Taxe foncière bâtie Val-de-Marne en 2021 .....                          | 56           |
| 5 Pression fiscale Val-de-Marne en 2021.....                              | 57           |
| 6 Potentiel financier Val-de-Marne en 2021.....                           | 58           |
| 7 Dépenses de fonctionnement Métropole du Grand Paris 2021.....           | 59           |
| 8 Endettement communal Métropole du Grand Paris 2021 .....                | 60           |

## **INTRODUCTION**

Institué par la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République et encadré par les dispositions de l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), **le débat d'orientation budgétaire (DOB), préalablement au vote du budget primitif de l'exercice, est obligatoire pour les régions, les départements et les communes de plus de 3.500 habitants.**

L'article L.2312-1 alinéa 2 du CGCT dispose que :

« Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique ».

Ce débat, prévu aux articles 26 et 27 du règlement intérieur de notre Conseil Municipal approuvé par délibération en date du 23 juin 2020, doit donc avoir lieu dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif de l'exercice et constitue un moment essentiel du cycle budgétaire des collectivités locales. A cette occasion, sont notamment définies la stratégie financière et la politique d'investissement de la commune.

Les objectifs de ce débat doivent permettre au Conseil Municipal de :

- replacer la préparation annuelle du budget communal dans le cadre plus large de la conjoncture économique européenne et nationale,
- **discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités du projet de budget primitif tant en investissement qu'en fonctionnement,**
- **être informé sur la situation financière et l'endettement de la commune,**
- **pouvoir comparer les données budgétaires de la Ville avec celles des communes qui lui sont comparables dans le département du Val-de-Marne, dans la Métropole du Grand Paris et au niveau national.**

Le rapport d'orientations budgétaires (ROB) présenté au Conseil Municipal sera structuré en 3 parties.

Dans une 1<sup>ère</sup> partie, j'évoquerai l'environnement économique national dans lequel s'inscrit notre projet de budget pour l'exercice 2023. Cette 1<sup>ère</sup> partie retracera notamment les mesures de la loi de finances pour 2023 concernant directement les ressources des collectivités locales.

Dans une 2<sup>ème</sup> partie, j'exposerai les principales orientations budgétaires en investissement et en fonctionnement du projet de BP de l'exercice 2023 qui sera soumis au vote du Conseil Municipal au mois de mars prochain dans un contexte financier rendu plus difficile avec la forte inflation et le hausse des prix de l'énergie.

Dans une 3<sup>ème</sup> partie, je compléterai la préparation du projet de BP 2023 par une analyse détaillée de la situation financière de notre commune qui continue de démontrer que Maisons-Alfort est, en 2021, une ville bien gérée, faiblement endettée, et modérément fiscalisée par rapport aux autres communes de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne.

Enfin, en annexes, je présenterai les éléments synthétiques de la gestion des ressources humaines et de la dette communale pour 2023.

La projection financière en grandes masses budgétaires des recettes et des dépenses de fonctionnement et d'investissement du projet de BP 2023 est également jointe ainsi que, comme chaque année, les graphiques de comparaison des taux de fiscalité 2021 de la Ville de Maisons-Alfort par rapport aux autres communes du Val-de-Marne.

## **I-L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**

### **A-UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

La présentation du cadrage « macro-économique » reprend les éléments présentés par la Caisse d'Épargne Ile-de-France dans sa note de conjoncture publiée en novembre 2022 en support de préparation au ROB 2023 pour les collectivités locales.

#### **Un risque important de récession économique en zone Euro**

La zone Euro est la région la plus exposée aux répercussions économiques du conflit en Ukraine. Celui-ci a provoqué d'importantes perturbations dans l'approvisionnement énergétique. La zone Euro y fait face en diversifiant géographiquement ses importations d'énergie ; cela se fait, en revanche, de façon limitée et particulièrement coûteuse. Ainsi, le risque d'un rationnement de l'énergie pourrait se matérialiser cet hiver. Tout cela participe à ralentir la consommation des ménages ainsi que la production, les coûts énergétiques devenant insupportables pour certaines entreprises. Les indicateurs de confiance et les enquêtes d'activité font état d'un ralentissement prolongé.

Si les politiques budgétaires mises en place par les États de la zone Euro tentent d'éviter une forte récession économique, ce n'est pas le cas de la politique monétaire européenne, alignée sur celle de la Réserve fédérale. La BCE, après avoir mis fin à sa politique de « quantitative easing » (QE) au 1<sup>er</sup> semestre 2022, a commencé à remonter ses taux directeurs (taux de dépôt à 1,50 % en novembre) pour lutter activement contre l'inflation. Ce durcissement monétaire s'effectue au détriment de l'activité économique. Les capacités de financement se détériorent pour les agents économiques, et ce, alors même que les dépenses en consommation et en investissement sont déjà ralenties.

#### **La croissance ralentit en France mais reste positive**

L'année 2022 fut une année moins faste que prévue, en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé. La croissance du PIB au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 a été de -0,2% en variation trimestrielle pour ensuite connaître un rebond de +0,5% au 2<sup>ème</sup> trimestre. La croissance est légèrement positive au troisième trimestre (+0,2%), mais en repli par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre. Les tensions sur les conditions de production ont persisté dans le monde, même si certaines difficultés d'approvisionnement se sont atténuées. L'activité française a continué de résister globalement malgré une inflation élevée. Après avoir ralenti en août et en septembre (5,9% et 5,6%), l'inflation repart à la hausse en octobre à 6,2%. L'inflation française demeure inférieure à celle de la zone Euro (10,2% en octobre) ou encore à celle de l'Allemagne (11,2%).

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, la croissance a été portée par l'investissement des entreprises. En revanche, la consommation des ménages a marqué le pas. Le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance du PIB (-0,5 point), après une contribution presque nulle au 2<sup>ème</sup> trimestre.

Dans ce contexte incertain, la croissance annuelle française en 2022 pourrait tourner autour de +2,5%. Ce scénario est conditionné à plusieurs aléas. Une aggravation de la crise énergétique pourrait conduire l'activité à se détériorer davantage.

### **Un marché du travail en tension**

Le taux de chômage en France est resté stable au 1<sup>er</sup> semestre 2022 (7,2%) : un taux assez faible qui s'explique principalement par la hausse de la population active ainsi que par les créations d'emplois.

Néanmoins, la part des entreprises françaises rencontrant des difficultés de recrutement en octobre 2022 a atteint des niveaux inédits dans les grands secteurs de l'économie. En effet, 81% des entreprises de l'industrie manufacturière sont concernées, 67% dans les services et 82% dans le secteur de la construction. Ces difficultés se manifestent dans un contexte de demande de travail élevée de la part des entreprises.

### **Une très forte inflation**

La France a connu un choc inflationniste inédit au 1<sup>er</sup> semestre 2022 à l'instar de nombreux pays. La hausse des prix n'avait pas atteint un tel niveau depuis le milieu des années 1980. La majeure partie de cette inflation est imputable à l'augmentation drastique des prix de l'énergie subséquente à l'éclatement de la guerre en Ukraine en février 2022. Cette hausse de l'inflation provient principalement de l'accélération des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés.

La dynamique baissière du pouvoir d'achat des ménages français révèle la sévérité du choc inflationniste. En recul de -1,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le pouvoir d'achat a continué de se contracter avec une baisse de -1,2% au 2<sup>ème</sup> trimestre.

### **Une baisse en volume du budget 2023**

Après plusieurs années marquées par un budget fortement expansionniste en réponse à la crise sanitaire, le déficit budgétaire diminuera en 2023 et les finances publiques devraient retrouver, petit à petit, une trajectoire plus soutenable selon les projections du Gouvernement. D'après le PLF 2023, le déficit public devrait atteindre 5% du PIB en 2022 (après 6,4% en 2021) et se stabiliser à ce niveau en 2023.

Le ratio de dépenses publiques devrait poursuivre sa baisse en 2023. Il s'établirait à 56,6% du PIB, malgré la mobilisation des finances publiques pour protéger les ménages et les entreprises contre la crise énergétique. Le PLF 2023 prévoit une baisse de 1,5% en volume pour les dépenses publiques, principalement en raison de la forte diminution des mesures de soutien d'urgence pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19.

Un risque pèse sur les finances publiques françaises (État et collectivités locales) avec la montée des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne et la mauvaise conjoncture macro-économique. Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans grimpe à des niveaux

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

non vus depuis une décennie. Le poids de la dette va donc augmenter dans les années à venir et contraindre la France à plus de rigueur dans la gestion de ses finances publiques

### **Les hypothèses macro-économiques du Gouvernement au PLF 2023**

Pour le cadrage macro-économique du PLF 2023, le Gouvernement a retenu comme principaux éléments une hypothèse prévisionnelle de croissance du PIB pour 2023 de +1,0% et d'inflation prévisionnelle (hors tabac) de +4,3% comme le montre le tableau suivant :

| Variation (en %)                                     | Exécution<br>2021 | Prévision<br>2022 | Prévision<br>2023 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Economie française</b>                            |                   |                   |                   |
| <b>Croissance du PIB en volume</b>                   | <b>+6,8</b>       | <b>+2,7</b>       | <b>+1,0</b>       |
| <b>Pouvoir d'achat du revenu disponible</b>          | <b>+0,4</b>       | <b>+2,2</b>       | <b>+1,0</b>       |
| <b>Inflation hors tabac</b>                          | <b>+1,6</b>       | <b>+5,4</b>       | <b>+4,3</b>       |
| Consommation des ménages                             | +5,2              | +2,5              | +1,4              |
| Investissement des entreprises (hors constructions)  | +11,4             | +1,4              | +0,9              |
| <b>Déficit des administrations publiques (% PIB)</b> | <b>-6,5</b>       | <b>-5,0</b>       | <b>-5,0</b>       |

(\*) - Source Chiffres clés du PLF 2023 (Ministère de l'Economie)

### **Une dette publique consolidée autour de 110% du PIB**

Le cadrage prévisionnel du PLF 2023 en matière de finances publiques s'inscrit dans le tableau suivant :

| (En % du PIB)                            | Exécution<br>2020 | Révisé<br>2022 | Prévision<br>2023 |
|--|-------------------|----------------|-------------------|
| <b>Dette publique</b>                    | <b>112,8</b>      | <b>111,5</b>   | <b>111,2</b>      |
| <b>Déficit public</b>                    | <b>-6,5</b>       | <b>-5,0</b>    | <b>-5,0</b>       |
| Dont État                                | -5,7              | -5,5           | -5,4              |
| Dont ODAC (1)                            | -0,2              | 0,1            | -0,2              |
| Dont APUL (2)                            | 0,0               | 0,0            | -0,1              |
| Dont ASSO (3)                            | -0,7              | 0,5            | 0,8               |
| <b>Taux de Prélèvements obligatoires</b> | <b>44,3</b>       | <b>45,2</b>    | <b>44,7</b>       |
| <b>Dépenses publiques</b>                | <b>58,4</b>       | <b>57,6</b>    | <b>56,6</b>       |
| Croissance des dépenses publiques (%)    | +2,6              | -1,1           | -1,5              |

Source : Programmation des finances publiques du PLF 2023 (Ministère de l'Economie)

(1) – Organismes divers d'administration centrale

(2) – Administrations publiques locales

(3) – Administrations de sécurité sociale

## **B-LES MESURES CONCERNANT LES COLLECTIVITES LOCALES**

### **1) Les concours financiers de l'État pour 2023**

Comme chaque année, la loi de finances annuelle fixe l'enveloppe des concours financiers de l'État aux collectivités locales qui s'élève 52,6 Md€ au PLF 2023 hors dispositifs exceptionnels de soutien. La seule DGF versée aux collectivités locales (communes et intercommunalités, départements et régions) représente un montant total de 26,8 Md€ en 2023, soit 51%.

**L'ensemble des concours financiers de l'Etat progressent en masse de 727 M€, mais sont liés pour 430 M€ au fonds de soutien aux communes face à l'inflation créé en LFR pour 2022 (mécanisme dit du « filet de sécurité »).**

#### **a) La dotation globale de fonctionnement**

**La DGF est définie pour les communes aux articles L.1613-1 à L.1613-5 et L.2334-1 à L.2334-6 du CGCT, soit un montant annuel de 26,8 Md€ pour l'année 2023 (article L.1613-1 du CGCT) globalement identique à celui de l'année 2022.**

Pour mémoire, dans le cadre de la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques (2012-2017), les crédits affectés à la DGF dans le budget de l'État ont été réduits de 41 Md€ en 2012 à 31 Md€ en 2017 (-10 Md€).

Depuis 2018, et malgré la stabilité des crédits affectés à la DGF dans le PLF, la dotation forfaitaire de DGF versée à la Ville de Maisons-Alfort a régulièrement diminué comme suit :

|                                  |                 |
|----------------------------------|-----------------|
| * DGF 2019 .....                 | 6,547 M€        |
| * DGF 2020 .....                 | 6,506 M€        |
| * <b>DGF 2021</b> .....          | <b>6,452 M€</b> |
| * <b>DGF 2022</b> .....          | <b>6,457 M€</b> |
| <b>Variation 2021/2022</b> ..... | <b>+5 k€</b>    |
| <b>Ecart 2021/2022</b> .....     | <b>+0,1%</b>    |

En effet, depuis 2015, la Ville est également soumise au dispositif d'écêtement de la dotation forfaitaire des communes (article L.2334-7 CGCT) désormais plafonné à 3% de la dotation forfaitaire perçue l'année précédente pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen par habitant.

De plus, si les crédits affectés à la DGF du « bloc communal » (communes et intercommunalités) sont constants en 2023, il convient également d'absorber dans cette enveloppe « plafonnée » la majoration des crédits attribués à la DSU (+90 M€), à la DSR (+90 M€) et de la dotation d'intercommunalité des EPCI (+30 M€). Enfin, la dotation forfaitaire individuelle de DGF des communes est également dépendante de l'évolution annuelle (positive ou négative) de la population communale.

Ainsi, au titre de la DGF 2022, les deux éléments de variation de la DGF par rapport à 2021 étaient les suivants :

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023



|                                  |        |
|----------------------------------|--------|
| * Dynamique de population.....   | +70 k€ |
| * Ecrêtement de DGF 2022 .....   | -65 k€ |
| Soit un solde pour 2022 de ..... | +5 k€  |

La variation positive de la DGF versée en 2022 est donc directement liée à la croissance de la population communale au sens de la DGF qui a augmenté de +1,1% entre 2021 et 2022.

**Dans ce cadre, le montant de la dotation forfaitaire de DGF retenue au projet de BP 2023 est évalué à 6,450 M€, soit le montant notifié en 2022.**

Le montant réel de la dotation forfaitaire de DGF pour 2023 sera notifié par arrêté publié au JORF (article 159 loi de finances 2018) dans le courant du mois de juin 2023 et sera ajusté, à la hausse ou à la baisse, au BS de l'exercice 2023.

**La Ville de Maisons-Alfort n'est plus éligible aux concours particuliers que sont la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) ou le FSRIF (Fonds de Solidarité de la Région Ile-de-France).**

## **2) La péréquation financière entre collectivités locales**

Cette péréquation financière horizontale entre les collectivités locales (sans coût budgétaire pour l'État) s'appuie au plan national sur le FPIC créé en 2012 (1 Md€ en 2023) et pour la région Ile-de-France sur le FSRIF (350 M€ en 2023). Ces montants sont sans augmentation par rapport à 2022.

### **a) Le fonds de péréquation intercommunal et communal**

**Le fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) a été créé par l'article 58 de la loi de finances pour 2012 qui pose les modalités de son fonctionnement (prélèvement et répartition).**

Le volume de ressources fiscales transférées par le FPIC a fait l'objet d'une montée en charge linéaire sur la période 2012-2016 pour atteindre désormais 1 Md€ depuis 2016. Ces dispositions sont codifiées aux articles L.2336-1 à L.2336-7 du CGCT.

Le fonctionnement du FPIC repose sur des collectivités contributrices (versements) et des collectivités bénéficiaires (versements) à l'identique du FSRIF ou du FNGIR mis en œuvre en 2011 sans coût budgétaire pour l'État (somme des prélèvements = sommes de versements).

Depuis 2019, la contribution versée par la Ville depuis la mise en place du FPIC a évolué comme suit :

|                          |               |
|--------------------------|---------------|
| * FPIC 2019 .....        | 694 k€        |
| * FPIC 2020 .....        | 717 k€        |
| * FPIC 2021 .....        | 765 k€        |
| * <b>FPIC 2022 .....</b> | <b>734 k€</b> |

En 2022, ont été contributeurs au FPIC : les EPCI à fiscalité propre (communauté d'agglomération ou communauté de communes) ou les EPT (établissements publics territoriaux) pour les communes de la Métropole du Grand Paris (MGP) dont le potentiel financier par habitant est supérieur à 90% de la moyenne constatée au niveau national.

Afin de prendre en compte la création de la Métropole du Grand Paris (MGP) au 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce sont désormais les EPT qui sont l'échelon territorial de prélèvement ou de versement du FPIC depuis 2016. Au total, le montant net de la contribution au FPIC supportée par les 3 EPT du Val-de-Marne (EPT10/EPT11/EPT12) s'est élevé à 27,300 M€ en 2022.

Ainsi, l'EPT ParisEstMarne&Bois (T10) a été contributeur au FPIC pour un montant de 11,885 M€ en 2022 dont 2,164 M€ à la charge de l'EPT10 et 9,720 M€ répartis sur 12 communes membres puisque Champigny-s/Marne (classée dans les 250 communes les plus « défavorisées » au sens de la DSU) a été exonérée « de droit » du prélèvement FPIC. Le potentiel financier par habitant de l'EPT10 était égal à 645,26 euros correspondant à quasiment 100% de la moyenne nationale du potentiel financier par habitant (646,91 euros).

**Dans le cadre de la répartition de droit commun (article L.2336-3 CGCT), notre commune a ainsi été contributrice au FPIC de l'EPT ParisEstMarne&Bois (T10) pour un montant de 733.658 euros en 2022.**

Dans l'attente de connaître le montant définitif du prélèvement qui sera notifié à l'EPT ParisEstMarne&Bois (T10) en juin prochain pour être ensuite réparti entre les communes membres de notre territoire, je proposerai au Conseil Municipal d'inscrire à titre de précaution un montant de 740 k€ (article 739223) au projet de BP 2023 à hauteur du montant prélevé en 2022.

### **c) Le fonds national de garantie individuelle des ressources**

Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) a été institué dans le cadre de la **réforme de la fiscalité directe locale mise en œuvre en 2011** et qui a vu :

**1° le transfert de la part départementale de taxe d'habitation aux communes et aux intercommunalités** à fiscalité propre en fonction de la situation juridique existant au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les communes isolées ont obtenu le transfert du taux départemental d'imposition de taxe d'habitation alors que ce taux était transféré aux EPCI à fiscalité propre pour les communes en situation d'intercommunalité.

**2° le remplacement de la taxe professionnelle par la contribution économique territoriale (CET)**, impôt économique local qui concerne les entreprises industrielles et commerciales, les commerçants, les artisans et les professions libérales.

Ce fonds de garantie individuelle des ressources attribue une dotation annuelle aux communes « perdantes » ou effectue un prélèvement annuel sur les recettes fiscales pour les communes « gagnantes ». Il est donc alimenté par les communes et les EPCI « gagnants » à la réforme et réparti entre les collectivités « perdantes » (~~péréquation financière~~).

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

horizontale) pour compenser leurs pertes de recettes fiscales puisque le versement du FNGIR est classé parmi les recettes fiscales.

**La Ville a fait l'objet d'un prélèvement annuel sur ses recettes fiscales de 6.100.010 € en 2022. Ce montant de 6,100 M€ est « soclé » depuis 2013 et inscrit en dépenses réelles de la section de fonctionnement (6,100 M€ au BP 2023).**

Au total, il peut être intéressant de synthétiser l'ensemble des flux financiers « croisés » entre la Ville de Maisons-Alfort et l'État en globalisant, d'une part, les dotations versées en recettes de fonctionnement (DGF+DSU+FSRIF), et, d'autre part, les prélèvements opérés en dépenses de fonctionnement (FNGIR+FPIC) année par année sur la période 2019-2022.

**Le tableau suivant montre clairement que la Ville supporte un solde net annuel négatif qui augmente depuis 2019 et dont le rythme s'est encore accéléré en 2022 avec la perte d'éligibilité de la Ville à la DSU :**

| Montants (en k€)                      | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>1) Concours financiers (RF)</b>    |              |              |              |              |
| DGF (dotation forfaitaire)            | 6.547        | 6.506        | 6.452        | 6.457        |
| DSU                                   | 184          | 158          | 131          | 0            |
| FSRIF                                 | 0            | 0            | 0            | 0            |
| <b>Total RF</b>                       | <b>6.731</b> | <b>6.664</b> | <b>6.584</b> | <b>6.457</b> |
| <b>2) Péréquation financière (DF)</b> |              |              |              |              |
| FNGIR                                 | 6.100        | 6.100        | 6.100        | 6.100        |
| FPIC                                  | 752          | 694          | 717          | 734          |
| <b>Total DF</b>                       | <b>6.852</b> | <b>6.794</b> | <b>6.817</b> | <b>6.834</b> |
| <b>SOLDE NET (RF-DF)</b>              | <b>-44</b>   | <b>-63</b>   | <b>-153</b>  | <b>-377</b>  |

**En 2022, la Ville supporte, dans ses flux financiers « croisés » avec l'État, un solde négatif d'environ 380 k€ correspondant à plus d'un point de fiscalité (taxes foncières 2022).**

**Cette évolution défavorable est liée à la baisse des concours financiers de l'État plus qu'à l'augmentation des charges de péréquation financière.**

### **3) Une réforme du potentiel financier et de l'effort fiscal repoussée après 2023**

**Afin de neutraliser les effets de la réforme fiscale mise en œuvre en 2021** (suppression de la THRP, transfert de la part départementale de foncier bâti aux communes, attribution d'une fraction de TVA aux EPCI et aux départements et compensation des pertes de recettes liées à la réforme des valeurs locatives des locaux industriels) sur les attributions de DGF et de dotations de péréquation, **l'article 47 du PLF 2022 poursuit la réforme** initiée dans la LFI 2021 (article 252) **en posant le principe d'un nouveau mode de calcul des indicateurs financiers que sont le potentiel financier et l'effort fiscal.**

L'objectif poursuivi est de tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités en retranscrivant le plus justement possible la potentielle richesse des territoires. Plusieurs

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

impositions communales (DMTO perçus par les communes, TLPE ...) seront intégrées au calcul du potentiel financier des communes et du potentiel financier agrégé utilisés pour la répartition des dotations de péréquation (DSU/DSR/FPIC/FSRIF) avec l'objectif de renforcer la capacité des indicateurs à refléter une image fidèle de la richesse relative des collectivités concernées.

De plus, il est proposé la simplification du calcul de l'effort fiscal et de l'effort fiscal agrégé en le centrant sur les produits perçus par la commune elle-même plutôt que sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune.

Afin d'éviter des évolutions trop importantes dans la répartition des dotations, le gouvernement étend la fraction de correction permettant le lissage des modifications. Les modalités de calcul de cette fraction de correction seront précisées par décret.

Malgré les mécanismes de correction et de lissage des effets de ce nouveau mode de calcul du potentiel financier et de l'effort fiscal, certaines communes pourraient voir varier de façon sensible (à la hausse ou à la baisse) les dotations de péréquation qu'elles perçoivent aujourd'hui.

Dans un environnement compliqué et instable pour les collectivités locales, le comité des finances locales (CFL) a présenté, lors de sa séance plénière du 6 septembre 2022, de nouvelles propositions de réforme des indicateurs financiers pour la prise en compte dans le calcul des dotations et des fonds de péréquation. Ses membres ont, notamment, réclamé à l'unanimité la poursuite de la neutralisation temporaire des indicateurs pour 2023 et la prolongation du groupe de travail sur cette importante question dont les conséquences pourront être particulièrement néfastes dans le contexte de forte inflation et d'envolée des prix de l'énergie.

**Le Gouvernement a entendu cette demande puisque le PLF 2023 reprend la stabilisation de l'effort fiscal et la poursuite de la neutralisation intégrale des effets de la réforme (liée à la suppression de la taxe d'habitation et au retrait des produits intercommunaux du calcul).**

Pour mémoire, cette fraction de correction devait être réduite progressivement pour ne plus être prise en compte à horizon de 2028. Elle devait être prise en compte à hauteur de 90% pour 2023, elle le sera à hauteur de 100%, neutralisant les effets de la réforme annoncée en LFI 2022 sur l'effort fiscal.

## **II-NOS ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE 2023**

Le projet de BP pour l'exercice 2023 qui vous sera soumis lors de la prochaine séance du Conseil Municipal s'inscrira dans la poursuite de la politique budgétaire suivie depuis de nombreuses années avec une gestion financière à « l'euro près ».

**En ce sens, le budget communal 2023 traduira les objectifs généraux de la politique municipale très largement approuvée par les Maisonnaises et les Maisonnais tant lors des élections municipales de mars 2020 que des élections départementales de juin 2021 et que j'entends poursuivre pour tous les habitants :**

- l'amélioration du cadre de vie dans tous les quartiers de la ville,
- l'entretien renforcé des équipements communaux existants auxquels viendront s'ajouter deux nouveaux équipements : la Maison de l'Environnement située sur les bords de Marne et le Quartier Jeunes situé au 31 cours des Juilliottes faisant de l'environnement et de la jeunesse deux priorités communales fortes,
- le plafonnement pour 2022 du recours à l'emprunt à 2 M€ afin de stabiliser durablement l'endettement par habitant à un niveau inférieur à 400 euros et continuer à faire de notre commune l'une des villes de plus de 50.000 habitants de la Métropole du Grand Paris les plus faiblement endettées,
- et la poursuite des actions de solidarité en faveur des Maisonnais les plus modestes ou les plus fragiles par la reconduction des crédits affectés à l'action sociale, et les moyens matériels attribués aux 25 écoles maternelles et élémentaires communales dont la dotation pédagogique annuelle par élève sera augmentée, comme tous les ans, de +2% en 2023.

**Enfin, et pour mener à bien les projets inscrits dans le programme de la mandature municipale 2020-2026, le projet de BP 2023 sera l'occasion d'un nouvel effort supplémentaire d'équipement avec une hausse de +20% des dépenses d'investissement (hors amortissement en capital de la dette) venant après une augmentation au BP2022.**

Toutefois, dans un environnement global qui reste compliqué pour les collectivités en raison de la réduction progressive de leur autonomie financière, **la projection du budget de fonctionnement 2023 fait apparaître une très forte hausse « mécanique » de nos dépenses courantes sur laquelle la Ville n'a pas de marge de manœuvre possible** dès lors que je ne souhaite pas réduire les services offerts aux Maisonnais.

**Cette situation n'est pas sans faire peser, à moyen terme, un risque important sur l'équilibre du budget communal à court et moyen terme. Par conséquent, je suis conduite à vous proposer, en responsabilité, d'actionner modérément le « levier fiscal ».**

Or, si le Gouvernement a aujourd'hui mis en œuvre des mesures pour limiter les effets de la « flambée des prix » en direction des citoyens et du tissu économique, les collectivités

territoriales sont, quant à elles, durement touchées en 2022 et le seront encore davantage en 2023.

**Dans une situation d'inflation totalement inédite depuis 30 ans qui s'accompagne de l'envolée des prix de l'énergie, je regrette que les Maires n'aient pas été entendus dans leurs demandes par le Gouvernement dans le cadre de l'élaboration du PLF 2023.**

Je m'étais, notamment, associée à la motion de l'Association des Maires d'Ile-de-France (AMIF) lancée en septembre dernier et qui demandait, de manière transpartisane, 3 mesures essentielles de nature à atténuer les effets de cette crise pour les communes.

Les communes d'Ile-de-France avaient, notamment, demandé à bénéficier, comme les bailleurs sociaux, du « bouclier » tarifaire énergétique pour les services publics qu'elles organisent au quotidien pour leurs habitants. Cette mesure n'est malheureusement élargie qu'aux toutes petites communes dont les recettes annuelles sont inférieures à 2 M€ et avec moins de 10 salariés.

Les communes d'Ile-de-France avaient, également, demandé à ce que la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) ne soit pas supprimée en 2023 et que la réforme de la fiscalité économique soit au moins repoussée d'une année jusqu'en 2024. La suppression de la CVAE pénalise grandement les intercommunalités, les départements et les régions et ne peut qu'impacter, par voie de conséquence, les communes au travers des mécanismes de financement croisé. Cette demande n'a pas été entendue par le Gouvernement.

De plus, concernant la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), et contrairement à la 1<sup>ère</sup> rédaction du PLF 2023 mise en œuvre par application de l'article 49.3 de la Constitution, la 2<sup>de</sup> rédaction du PLF 2023, toujours mise en œuvre par application de l'article 49.3 de la Constitution et *in fine* publiée au Journal Officiel, a réintroduit le partage de la croissance annuelle de CFE 2023 à raison de 2/3 pour la Métropole du Grand Paris et de 1/3 pour les établissements publics territoriaux (EPT).

**Ce retournement est totalement incompréhensible et totalement contraire aux intérêts des communes de la Métropole du Grand Paris car cela prive directement les EPT d'une recette fiscale pérenne pour le financement de leurs projets d'aménagement menés en collaboration avec leurs communes membres.**

Enfin, les communes d'Ile-de-France avaient demandé une indexation de la DGF sur tout ou partie de l'inflation réelle constatée sur 2022 ainsi qu'un soutien financier supplémentaire aux « maires bâtisseurs ». Là encore, les Maires n'ont pas été entendus par le Gouvernement.

Dans ces conditions, la responsabilité politique dans cet avenir incertain impose, malheureusement, de recourir au « levier fiscal », seule recette avec les tarifs sur laquelle les communes qui ne souhaitent pas réduire les services rendus à la population ont encore un moyen d'action.

## **A-L'EVALUATION DE NOS RECETTES POUR 2023**

### **1) La projection de nos recettes de fonctionnement**

**Les recettes de fonctionnement s'élèvent prévisionnellement à 78,036 M€ au projet de BP 2023 en hausse de +6,2% par rapport au BP 2022.**

Les recettes de gestion courante progressent de +4,493 M€ au BP 2023 (+6,1%). Dans un volume de 77,840 M€ de recettes courantes, seules les recettes fiscales progressent de +4,710 M€ (+8,3%). Les autres recettes courantes (dotations et participations, produits des services et du domaine) sont toutes en baisse pour un volume de -217 k€.

Conformément aux mécanismes financiers institués par la MGP, le transfert de fiscalité économique (CVAE à la MGP et CFE à l'EPT10) est compensé en recette de fonctionnement par une **attribution de compensation métropolitaine (ACM) de 13,560 M€ au BP 2023 (idem BP 2021).**

**Ce montant de 13,560 M€ comprend principalement la compensation de la CVAE (recette fiscale transférée à la MGP) pour 4,770 M€, de l'ex dotation de compensation de la part des salaires de la DGF pour 4,110 M€, et de la CFE (recette fiscale transférée aux EPT) pour 4,380 M€.**

Depuis 2020, cette attribution de compensation est « soclée » (aucune indexation dynamique ou forfaitaire) hors impact de FCCT à verser à la MGP (charges nettes au titre de nouvelles compétences transférées à la MGP).

Cette situation qui est une conséquence directe de la loi NOTRe mais qui aurait pu être corrigée en loi de finances annuelles depuis 2017 afin d'intégrer un mécanisme d'indexation annuelle est problématique pour notre ville.

Le tableau suivant montre l'évolution sur 2016-2021 en comparaison de 2015 de la recette « communale » ou « métropolitaine » de CVAE :

| Montants (en M€)                | 2015  | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   | 2021   |
|---------------------------------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Recette Ville                   | 4,769 | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Recette MGP [A]                 | 0     | 4,801  | 7,436  | 3,554  | 6,871  | 6,011  | 4,531  |
| Compensation CVAE Base 2015 (B) | 0     | 4,769  | 4,769  | 4,769  | 4,769  | 4,769  | 4,769  |
| Gain ou Perte (A-B)             | ***   | -0,032 | -2,667 | +1,215 | -2,102 | -1,242 | +0,238 |

**En effet, la perte de compensation sur 6 ans (2016-2021), du transfert de la CVAE à la MGP aboutit à un total d'environ 4,600 M€ dans la mesure où la CVAE perçue sur le territoire de Maisons-Alfort par la MGP avait fortement augmenté, notamment, en 2017 et en 2019.**

### **a) L'évaluation de nos recettes fiscales**

**Depuis 2021, et dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation (TH) pour toutes les résidences principales progressivement appliquée sur 3 ans (2021-2023), le produit direct de fiscalité communale est désormais limité aux seules taxes foncières (bâtie et non bâtie) (27,180 M€ en 2022) et résiduellement à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) (1,010 M€ en 2022).**

Cette évaluation du produit fiscal communal pour 2022 devra prendre en compte, comme tous les ans, la revalorisation forfaitaire (+7,1% en 2022) et la croissance physique attendue de l'assiette imposable (logements existants au 1<sup>er</sup> janvier de l'année) mais aussi la garantie de taxe d'habitation (résidences principales) (GTH) versée par l'État depuis 2021 (13,620 M€ en 2022).

**Concernant la garantie de taxe d'habitation (GTH) versée par l'État pour la compensation au titre des résidences principales, il convient de rappeler que le calcul de cette dotation est arrêté au montant des bases communale de l'année 2020 multiplié par le taux communal d'imposition de l'année 2017.**

**Les évolutions de bases postérieures à l'année 2020 (croissance du parc de logements et donc de la population) ne seront donc pas prises en compte ce qui pénalise les communes qui connaissent une croissance démographique comme la nôtre (+3,6% entre 2020 et 2023).**

De plus, l'indexation forfaitaire annuelle liée à l'inflation constatée qui continue de s'appliquer sur les bases imposables de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), de taxes foncières (bâtie et non-bâtie) et de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ne s'applique pas sur la compensation financière versée par l'État.

#### **1°) La croissance nominale des bases imposables**

**Cette croissance nominale est liée à la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales des locaux d'habitation prévue à l'article 1518 bis du CGI.**

Depuis 2018, et conformément aux dispositions votées en LFI 2017 (article 30), cette revalorisation forfaitaire des valeurs locatives servant de base d'imposition à la taxe d'habitation (résidences secondaires) et aux taxes foncières (bâtie et non bâtie) est désormais calculée sur l'inflation annuelle (indice des prix à la consommation harmonisé) constatée entre novembre N-2 et novembre N-1 (+7,1% pour 2023).

**Cette revalorisation forfaitaire représente pour 2023 un montant de recettes fiscales supplémentaires évaluées à 1,920 M€ pour la taxe foncière bâtie.**

Enfin, le produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sera majoré pour 2023 de 25% sur la base de la délibération du Conseil Municipal du 29/09/2022 prise dans le cadre des dispositions prévues à l'article 1407 ter du Code Général des Impôts.



Cette majoration de 25% représente une recette fiscale supplémentaire de 250 k€.

## **2°) La croissance physique des bases imposables**

Le produit de fiscalité directe (taxes foncières) pour l'année 2023 est également évalué sur la base de la croissance physique moyenne des bases imposables de taxe d'habitation et de taxe foncière bâtie constatée sur les 3 dernières années (2019-2021).

Cette croissance physique de l'assiette fiscale est évaluée à +1% de la base imposable de taxe foncière bâtie (+270 k€).

## **3°) Les taux d'imposition communaux pour 2023**

Pour mémoire, le taux communal de taxe foncière bâtie a mécaniquement évolué de 13,77% en 2020 à 27,52% en 2021 en raison du transfert en 2021 du taux départemental de taxe foncière bâtie (13,75% en 2020) dans le cadre de la réforme de la fiscalité communale et départementale.

**Le taux communal d'imposition de taxe foncière bâtie égal à 27,52% en 2022 est l'un des trois plus faibles des 47 communes du Val-de-Marne et le moins élevé des communes de plus de 50.000 habitants du Département (Cf Graphique page 55).**

Ce taux d'imposition n'a pas été augmenté depuis 2015 (+6%).

Pour 2023, il est envisagé une augmentation du taux communal de taxe foncière bâtie de 1 point à 1 point ½ de taux.

## **4°) Le produit de fiscalité directe pour 2023**

Dans ce cadre, le montant de la fiscalité directe communale est évalué à 44,170 M€ pour 2023 contre 39,780 M€ au BP 2022, dont 29,290 M€ pour le seul produit fiscal communal des taxes foncières.

Dans le détail, ce montant total de 44,170 M€ comprend :

|  |           |
|--|-----------|
| * les taxes foncières (bâtie et non-bâtie) .....               | 29,290 M€ |
| * la garantie de TH (GTH) versée par l'État .....              | 13,620 M€ |
| * la taxe d'habitation sur résidences secondaires (THRS) ..... | 1,260 M€  |
| Soit un total de .....   | 44,170 M€ |

Cette croissance du produit fiscal à taux constants est notamment liée à l'ajustement *a posteriori* au BP 2023 de la prévision budgétaire inscrite au BP 2022 et réajustée en hausse au BS 2022 (+1,795 M€) compte-tenu de la croissance réelle des bases notifiées en 2022 (+4,9%).

**Ce réajustement au BS 2022 du produit fiscal notifié en mars 2022 par la DDFIP du Val-de-Marne contribue à hauteur de 40% de l'évolution constatée au projet de BP 2023 par rapport au BP 2022.**

Cette recette sera, comme les années précédentes, ajustée au BS 2023 en fonction de la notification de la DDFIP du Val-de-Marne prévue pour intervenir à la fin du mois de mars prochain.

#### **5°) Les recettes de fiscalité indirecte**

Ces recettes seront évaluées pour 2023 à hauteur de :

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>* Droits de mutation immobilière (TAMO) (+300 k€)</b> | <b>2.800 k€</b> |
| <b>* Taxe sur l'électricité (TCCFE)</b>                  | <b>780 k€</b>   |
| <b>* Droits de place</b>                                 | <b>210 k€</b>   |

**Au total, les recettes de fiscalité (fiscalité directe et fiscalité indirecte) sont évaluées à environ 61,520 M€ pour 2023 (+8,3%) en comprenant l'ACM versée par la MGP à hauteur de 13,560 M€ (article 73211).**

#### **b) Les dotations et participations attendues**

**Les dotations et participations sont évaluées prévisionnellement à 10,489 M€ au BP 2023, soit une baisse de -1,4% (-154 k€).** Cette baisse est directement liée à la perte de DSU annoncée en avril 2022 dont le produit résiduel perçu en 2021 à hauteur de 31 k€ n'est donc pas réinscrit au BP 2023 (-130 k€).

**Les autres recettes sont globalement reconduites. Elles sont constituées principalement de la DGF (6,450 M€), des compensations fiscales (650 k€) et des financements de la CAF (2,685 M€).**

#### **1°) Les dotations de l'État**

Le montant prévisionnel de ces dotations est évalué à 6,680 M€ en 2023 (-1,3%) réparti comme suit :

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>* DGF</b>  | <b>6.450 k€</b> |
| <b>* DGD</b>  | <b>180 k€</b>   |
| <b>* Autres dotations (recensement et titres sécurisés)</b> | <b>45 k€</b>    |
| <b>* FCTVA (entretien bâtiments et voirie CA 2021)</b>      | <b>5 k€</b>     |

La baisse attendue pour 2023 concerne principalement la fin du « mécanisme de garantie » versée au titre de la DSU entre 2017 et 2021.

**2°) Les allocations compensatrices de fiscalité directe**  
**Au titre des exonérations de taxe foncière bâtie**  
**Les personnes de condition modeste**

Il s'agit des exonérations fiscales de taxes foncières accordées aux personnes de condition modeste en-dessous d'un plafond de revenus annuels au titre de 2021. Le produit de cette allocation est égal au montant des bases exonérées l'année précédente multipliées par le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties voté en 1991.

Le produit de cette allocation compensatrice s'est élevé à 9 k€ pour la Ville de Maisons-Alfort en 2022. Son montant est donc évalué prévisionnellement à 10 k€ pour 2023.

**L'exonération de longue durée des logements sociaux**

Il s'agit des exonérations de foncier bâti sur 15 ans accordées aux bailleurs sociaux.

Cette compensation versée à la Ville depuis 2013 correspond à l'opération de rachat par l'ESH de Maisons-Alfort auprès de la société foncière ICADE des 621 logements du quartier des Planètes réalisée en 2010. L'exonération de taxe foncière bâtie pour 15 ans bénéficie à compter de 2012 à ces logements qui sont devenus des logements sociaux grâce à l'acquisition par l'ESH Maisons-Alfort Habitat.

Le produit de cette allocation compensatrice s'est élevé à 32 k€ pour la Ville de Maisons-Alfort en 2022. Son montant est donc évalué prévisionnellement à 30 k€ pour 2023.

**L'exonération des locaux industriels**

**L'article 4 de la loi de finances pour 2021 a mis en œuvre une réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels et inscrite comme mesure fiscale dans le cadre du plan de relance. Cette réduction se traduira par une réduction de moitié des cotisations de taxe foncière sur les propriétés bâties et de CFE desdits établissements.**

Afin de compenser la perte de ressources pour les collectivités locales (point III de l'article 4 du PLF 2021), l'État verse, depuis 2021, une compensation de perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de perte de recette de cotisation foncière des entreprises, équivalent à la perte de bases d'imposition sur ces établissements industriels multipliés par le taux d'imposition de taxe foncière sur les propriétés bâties ou de CFE de l'année 2020.

Dans ce cadre, la Ville de Maisons-Alfort a perçu une compensation de 613 k€ en 2022. Ce montant est reconduit au projet de BP 2023.

Le montant total des compensations fiscales attendues s'élève ainsi à 650 k€ pour 2023.

**3°) Les autres dotations et participations attendues**

**Ces recettes s'élèvent en prévision à environ 3,159 M€ au projet de BP 2023 (-90 k€).**

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

Ces financements CAF comprennent la prestation de service (PS) et la nouvelle Convention Territoriale Globale (CTG) (Ex. Contrat Enfance Jeunesse CEJ) et dont les éléments sont en cours de négociation avant une nouvelle contractualisation pour la période pluriannuelle 2022-2026. Le projet de CTG sera soumis pour approbation au Conseil Municipal dans le courant de l'année 2023.

La prestation de service (PS) est évaluée en 2023 sur la base des notifications reçues pour 2022 à 1,695 M€ contre 1,725 M€ au BP 2022 (-30 k€).

La convention territoriale globale (CTG) (EAJE et ALSH) est évaluée pour 2023 sur la base du montant encaissé en 2022 au titre du Contrat Enfance et Jeunesse de l'exercice 2021 (Versement en N+1), soit 990 k€.

#### **4°) Les produits des services et du domaine**

**Ces recettes sont égales à 5,377 M€ au BP 2023 contre 5,425 M€ au BP 2022 (-0,9%)**

Les participations familiales (services scolaires et périscolaires) ont été évaluées budgétairement pour 2023 sur la base des tarifs actuels et à partir de la fréquentation prévisionnelle de l'année 2022.

**En effet, en dépit de la forte reprise de l'inflation depuis 1 an ½ qui touche aussi les denrées alimentaires, la Municipalité a pris l'engagement politique devant les Maisonnais, en septembre 2022, de ne pas augmenter les tarifs de la restauration scolaire et des accueils de loisirs pour l'année scolaire 2022/2023.**

**Pour mémoire, la dernière augmentation des tarifs municipaux a eu lieu en 2018 (+1%). Au total, depuis 2015, les tarifs municipaux n'auront donc été revalorisés que de +1,0% en 5 ans (2018-2022) afin de protéger le pouvoir d'achat des familles maisonnaises.**

Depuis le 1<sup>e</sup> janvier 2019, l'inflation réelle constatée au titre de l'IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé base 2015) est égale à +12,9% (janvier 2019 à novembre 2022). Sur les 12 derniers mois, la variation de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) (novembre 2021 à novembre 2022) est de +7,1%.

**Les principales recettes de participations familiales concernent la restauration scolaire (1,450 M€), les crèches et haltes-garderies municipales (1,010 M€) et les accueils de loisirs sans hébergement (1 M€).**

Pour rappel, les tarifs des crèches et des haltes-garderies sont, quant à eux, conventionnés avec la CAF et sont calculés à partir d'un taux d'effort exprimé en % des revenus des parents. La ville n'a pas la maîtrise de ces tarifs qui dépendent directement du revenu des parents.

Ces recettes comprennent également l'ensemble des redevances d'occupation du domaine public communal (490 k€) dont la redevance annuelle d'occupation versée par la SGP pour

l'emprise occupée au stade Hébert par les travaux de la future gare du Vert de Maisons (355 k€).

Les redevances versées par les syndicats (SIPPEREC et SIGEIF) au titre des réseaux de distribution viennent compléter ces recettes pour 135 k€ auxquelles s'ajoute également le produit attendu des concessions funéraires (130 k€).

## **2) La prévision de nos recettes d'investissement**

### **a) La dotation au titre du FCTVA pour 2023**

La Ville de Maisons-Alfort restant sur le dispositif de récupération en année N+2 de la TVA payée sur ses dépenses d'investissement réalisées, notre recette de FCTVA sera égale au taux de concours de 16,404% des dépenses d'investissement (hors amortissement en capital de la dette) réalisées sur l'exercice 2021.

**Pour 2023, la recette attendue au titre du FCTVA en section d'investissement est évaluée à 1,600 M€ sur la base des dépenses d'investissement réalisées au titre de l'exercice 2021.**

### **b) Les subventions d'investissement attendues**

Les subventions d'investissement attendues et qui seront inscrites en recettes prévisionnelles au BP 2023 sont les suivantes :

- \* deux subventions d'investissement prévisionnelles auprès de la Région Ile-de-France et du département du Val-de-Marne pour un montant de 100 k€ chacune pour la création d'une pelouse synthétique (football et rugby) du stade des Juilliottes,

- \* une subvention d'investissement prévisionnelle de la Région Ile-de-France pour un montant de 150 k€ pour les travaux de réaménagement (espaces verts) du square René Coty,

- \* le produit des amendes de police versé par l'État en N+1 (exercice 2022 versé en 2023) pour un montant raisonnablement évalué à 150 k€ sur la base du produit notifié en 2022 (181 k€).

**Soit un montant de 500 k€ pour 2023.**

**Ce montant sera, bien évidemment, complété par d'autres subventions au fur et à mesure des notifications à intervenir sur l'année 2023 et qui feront l'objet d'un ajustement à la hausse au BS ou en DM.**

### **c) Les taxes d'urbanisme**

La recette prévisionnelle de taxe d'aménagement pour 2023 est évaluée à 400 k€, soit la reconduction du montant inscrit au BP 2022. Ce montant pourra être ajusté cours d'année en fonction des encaissements effectifs.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

#### **d) Les cessions foncières**

**Il s'agit de la cession foncière de l'immeuble du Centre Technique Municipal (CTM) situé au 5-7 rue Pierre Semard et qui accueillera, après démolition et reconstruction, un nouveau CTM ainsi que des logements neufs dans un bâtiment à basse consommation et à haute performance énergétique.**

La cession foncière de ce bâtiment a été autorisée par délibération du Conseil Municipal en date du 30/06/2022.

Dans ce cadre, le CTM est provisoirement déplacé, pendant la phase des travaux, au 165 rue Jean Jaurès.

#### **e) Le produit d'emprunt globalisé 2023**

Le produit d'emprunt globalisé à inscrire *in fine* en recette de la section d'investissement est ajusté à l'équilibre budgétaire en fonction de l'autofinancement brut de la section de fonctionnement et des recettes de la section d'investissement.

**En l'état actuel de la projection du ROB 2023, ce montant est égal à 2 M€ et contre 2,200 M€ au BP 2022.**

#### **B-LA FORTE HAUSSE DE NOS DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

**Les dépenses de fonctionnement s'élèvent prévisionnellement à 70,908 M€ au projet de BP 2023 en hausse de +5,3% par rapport au BP 2022.**

**Les dépenses courantes sont égales à un montant prévisionnel de 63,307 M€ au projet de BP 2023 (+5,4%), soit une hausse supérieure de plus de 1 point à l'inflation prévisionnelle retenue par le Gouvernement dans le PLF 2023 (+4,3% en 2023).**

**Les dépenses de personnel (traitements et charges) sont prévisionnellement évaluées à 40,135 M€ pour l'année 2023, soit une progression de +3,5% par rapport au BP 2022 (+1,374 M€).**

Hors masse salariale, les autres dépenses courantes progressent de +8,7% en prévision pour 2023 (+1,860 M€) tandis que les charges financières augmentent de 280 k€ à 430 k€ au projet de BP 2023 (+150 k€).

**La seule hausse de nos charges courantes (hors masse salariale) représente donc une augmentation anticipée de +1,860 M€, soit l'équivalent de près de 7 points de fiscalité (taxes foncières hors THRS).**

## **1) La projection des charges de personnel**

**Ces dépenses s'élèvent à 40,135 M€ au BP 2023, soit une augmentation de +3,5% par rapport au BP 2022 (+1,374 M€).**

Cette variation prévisionnelle de +3,5% (BP/BP) est « en ligne » avec l'évolution mensuelle constatée sur l'exercice 2022 (+3,8%). En 2022, il convient de rappeler que les charges de personnel ont été majorées au BS 2022 de +850 K€ pour tenir compte, notamment, des indexations successives sur l'année 2022 du SMIC et de la revalorisation générale des traitements de la fonction publique de +3,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

**Tous ces éléments sont naturellement intégrés dans le projet de BP 2023 en effet « année pleine ».**

Comme les années précédentes, les crédits de personnel n'ont été inscrits que pour les emplois réellement pourvus au 10 octobre 2022 (avec intégration sur 2023 des postes vacants et en cours de recrutement) **sans revalorisation à ce stade du point d'indice de la Fonction Publique pour 2023.**

**Dans l'hypothèse où le Gouvernement mettrait en œuvre une revalorisation indiciaire pour 2023, les crédits correspondants seront inscrits au BS 2023 (+285 k€ par an charges comprises par point de revalorisation).**

**Le cadrage de la masse salariale pour 2023 repose donc sur les éléments suivants :**

**\* l'incidence de la revalorisation au 1<sup>er</sup> juillet 2022 de +3,5% de l'indice 100 de rémunération de la Fonction Publique Territoriale (FPT) (+1 M€ en année pleine sur 2023),**

**\* l'intégration en année pleine (12 mois) des hausses successives du SMIC intervenues en cours d'année 2022 (+2,7% au 1<sup>er</sup> mai et +2,0% au 1<sup>er</sup> août) et l'incidence du relèvement de l'indice minimum de rémunération de la fonction publique à 352 par le décret du 20 avril 2022 (+360 k€ en année pleine sur 2023),**

**\* la reconduction des primes versées au personnel communal, soit la prime de fin d'année (PFA) en novembre et la prime de vacances (PV) en mai, pour un montant total (charges sociales comprises) de 1,830 M€ dont 1,510 M€ pour la PFA et 320 k€ pour la PV,**

**\* les heures supplémentaires (charges sociales comprises) prévisionnelles du personnel communal sur 2023 pour 800 k€ sur la base du réalisé projeté sur l'année 2022,**

**\* une provision budgétaire au titre du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) de +245 k€ au BP 2023 contre +260 k€ au BP 2022 (-15 k€) dont 175 k€ pour les avancements d'échelons et 70 k€ pour les avancements de grades (chapitre 920),**

**\* l'évaluation de l'ARE (Allocation de Retour à l'Emploi) à hauteur de 250 k€ pour 2023 contre 260 k€ au BP 2022 (-20 k€) pour les agents bénéficiaires (fin de contrats),**

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

**\* une enveloppe provisionnelle de 150 k€ (traitements et charges) au BP 2023 comme au BP 2022 est inscrite (chapitre 920) pour la poursuite de la revalorisation du RIFSEEP des agents communaux, et en particulier de l'IFSE des agents de catégorie C. Cette enveloppe pourra, comme en 2022, faire l'objet d'un complément au BS 2023 (+100 k€ au BS 2022),**

**\* la mise en place d'une protection sociale complémentaire (PSC) avec le versement par la collectivité de 15 euros par mois et par agent au titre de la protection santé (montant plancher prévu à l'article 6 du décret du 20 avril 2022) avec une mise en œuvre effective au 1<sup>er</sup> avril 2023 (+120 k€ sur 9 mois en 2023) qui permet à la collectivité de devancer de 3 ans l'application à titre obligatoire de cette mesure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 (décret n°2022-581 du 20 avril 2022),**

**\* la rémunération des apprentis accueillis en 2023 dans les services municipaux (52 k€ au BP 2023) pour un total maximum de 10 postes ouverts par délibération du 6 février 2021.**

En 2023, il n'est prévu aucun crédit pour élections (250 k€ au BP 2022 pour 4 tours de scrutin présidentielles et législatives) ce qui permet *in fine* de limiter la hausse BP/BP de la masse salariale à +3,5%.

Comme les années précédentes, les crédits de personnel seront ajustés au plus près des besoins réels de l'exercice 2023 en DM1 de décembre 2023 afin de tenir compte des départs et des recrutements intervenus en cours d'année sur postes vacants.

En complément de la masse salariales (D012), l'évaluation des charges personnel pour 2023 intègre également les deux points complémentaires suivants :

**\* le contrat passé depuis juin 2022 avec la société IPAL pour la médecine du travail des agents municipaux (100 k€ au BP 2023) (Idem BP 2022) (article 611),**

**\* et l'adhésion en 2023 de la Ville au CNAS (Comité National d'Action Sociale) afin d'élargir les prestations complémentaires offertes actuellement aux agents municipaux par le GEPC (Groupement d'Entraide du Personnel Communal) (article 6281).**

**Cette adhésion au CNAS (délibération du Conseil Municipal du 07/12/2022) représente un montant annuel de 212 euros par agent, soit +270 k€ en année pleine pour 2023 (effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier pour les bénéficiaires concernés).**

## **2) La forte progression des autres dépenses courantes**

Les autres dépenses courantes (charges à caractère général et charges de gestion courante) sont évaluées prévisionnellement à 23,172 M€ au projet de BP 2023 contre 21,311 M€ au BP 2022 en hausse de +8,7% (+1,860 M€).

**Ces charges augmentent donc à un rythme anticipé supérieur au double de l'inflation prévisionnelle (hors tabac) retenu par le Gouvernement dans le cadre du PLF 2023 (+4,3%).**

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023



Ces charges représentent à elles seules environ 60% de la hausse attendue pour 2023 des dépenses de fonctionnement du budget communal (+3,593 M€).

La commune subit donc de « plein fouet », pour l'élaboration de son projet de BP 2023, les conséquences quasi-mécaniques de l'envolée des prix sur plusieurs secteurs et sans aucune marge de manœuvre possible.

**Les charges à caractère général..... 16,358 M€**  
Variation BP/BP ..... +10,9%

**Les charges à caractère général sont évaluées prévisionnellement à hauteur de 16,358 M€ au projet de BP 2023 contre 14,754 M€ au BP 2022 (+10,9%). La hausse en volume des fluides attendue pour 2023 est évaluée à +519 k€ ce qui représente quasiment 1/3 de la hausse prévisionnelle de ces dépenses (+1,604 M€).**

En effet, ces dépenses évoluent de manière « quasi-incompressible » en raison des facteurs suivants :

**1° l'envolée des prix de l'énergie qui impacte les fluides (eau, électricité, géothermie et gaz)** dont les coûts prévisionnels augmentent dans une épure raisonnablement optimiste de +20,4% (+519 k€) avec les premiers résultats du plan communal de sobriété énergétique : +2,9% pour l'eau (+15 k€ pour le centre aquatique), +15% pour l'électricité (+172 k€), +40% pour la géothermie dont le « mix énergétique » est composé à environ 40% de gaz (+297 k€) et +30% pour le gaz (+34 k€).

Pour rappel, les crédits affectés ont été majorés de +528 k€ sur l'exercice 2022 (200 k€ au BS + 328 k€ en DM),

**Il est, encore une fois, regrettable que le Gouvernement ait refusé, pour 2023, d'élargir le « bouclier tarifaire » concernant les prix du gaz et de l'électricité octroyé aux bailleurs sociaux, afin de protéger les locataires de logements sociaux, aux collectivités locales, et en particulier aux communes, qui assurent au quotidien des services de proximité et d'intérêt général auprès de leurs habitants.**

**2° les denrées alimentaires pour la cuisine centrale (restauration scolaire pour la ½ pension et les accueils de loisirs)** augmentés à 1,715 M€ au BP 2023 (+195 k€) pour tenir compte de l'inflation réelle constatée notamment sur les produits frais quand ceux-ci peuvent encore être livrés par les fournisseurs attributaires des marchés de fournitures. Les crédits du service de la restauration scolaire sont revalorisés de +10%,

**3° les crédits pour l'entretien courant des espaces verts urbains** sont consolidés à hauteur des crédits inscrits sur l'exercice 2022 (BP+BS+DM) (+100 k€) : 1,170 M€ au BP 2023 contre 1,070 M€ au BP 2022 (+9,4%),

**4° les crédits pour l'entretien courant de la voirie communale (marché JRC)** inscrits à 1,450 M€ au BP 2023 à hauteur du CA 2021 (1,457 M€) afin de tenir compte des crédits

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

supplémentaires portés au BS 2022 (+100 k€). Au total, ces crédits augmentent de +150 k€ de BP/BP, soit une variation de +11,5%,

**5° les crédits destinés aux écoles communales (dotation par élève)** sont proposés avec une revalorisation de +2% en 2023 comme chaque année depuis 2014 (294 k€ au BP 2023 pour les maternelles et les élémentaires). Dans cette hypothèse (+2%), la dotation annuelle est portée à 62,50 € (+1,30 €) pour les maternelles et à 63,50 € (+1,30 €) pour les élémentaires avec un crédit supplémentaire de 5,70 € (+0,20 €) pour les 4 écoles situées en REP (Jules Ferry et Charles Péguy),

**6° la 1<sup>ère</sup> inscription de crédits de fonctionnement (fournitures et animations) de la Maison de l'Environnement** pour 50 k€ qui pourront, éventuellement, faire l'objet d'un complément au BS 2023 en fonction de la date d'ouverture effective de l'équipement et des projets d'animation retenue par la Municipalité,

**7° l'ajustement au BP 2023 des crédits de maintenance informatique au niveau consolidé 2022 (BP+BS)** (230 k€) soit +100 k€ par rapport au BP 2022,

**8° et l'adhésion au CNAS** (cf. *supra*) en 2023 pour 270 k€.

Les autres crédits « fournitures et petits équipements » des services municipaux ont été reconduits sans augmentation en 2023 par rapport au BP 2022 (Norme 0%).

Comme les années précédentes, un complément de crédits pour l'acquisition des fournitures correspondant aux travaux en régie pour 2023 au titre des bâtiments communaux sera inscrit au BS 2023 pour 50 k€.

**Les charges de gestion courante.....6,814 M€**  
Variation BP/BP ..... +3,9%

**Ces crédits augmentent de +3,9% en 2023 pour un montant prévisionnel de 6,814 M€ au BP 2023 (+256 k€).**

**Deux postes de dépenses sont en augmentation : le FCCT versé à l'EPT10 réajusté au BP 2023 à hauteur du montant versé en 2022 (+120 k€) et le contingent communal d'incendie à hauteur de +15% (+180 k€).**

**\* Subventions aux associations locales (-2,4%).....3,112 M€**

Toutes les subventions y compris celles versées aux associations paramunicipales sont reconduites sans augmentation par rapport au BP 2022 (0%). La subvention annuelle versée au GEPC (Groupement d'Entraide du Personnel Communal) sera diminuée de 75 k€ pour tenir compte de l'adhésion en 2023 de la ville au CNAS (Comité National d'Action Sociale). Le GEPC continuera, bien évidemment, d'assurer les prestations complémentaires à celles du CNAS auprès du personnel communal.

**\* Contingent prévisionnel d'incendie (+8,3%) ..... 1,380 M€**

Le montant de la dépense réelle est ajusté en fonction de la notification officielle de la Préfecture de Paris intervenue en décembre 2022 à hauteur de 1,380 M€. Ce montant prévisionnel est en hausse de +15% par rapport au BP 2022 (1,200 M€), soit une variation de +180 k€.

**\* FCCT (+17,1%) ..... 0,820 M€**

Le FCCT à verser à l'EPT10 est prévisionnellement inscrit à hauteur de 820 k€ correspondant au montant prévisionnel du FCCT 2022 minoré des éléments liés à la refacturation du reste à charge du FPIC 2022 (+120 k€ par rapport au BP 2022).

**\* Participation communale aux écoles privées (+12,5%) ..... 0,675 M€**

Ces dépenses sont évaluées sur la base des effectifs maisonnaires réels constatés à la rentrée de septembre 2022 (520 élèves dont 166 en maternelles et 354 en élémentaires) (idem septembre 2021) et en fonction du coût moyen d'un élève en école publique (maternelles et élémentaires), soit 1.280 euros par élève au CA 2021 contre 1.141 euros au CA 2020 (année Covid) (+139 euros par élève maisonnaire). La progression est donc égale à +75 k€ par rapport au BP 2022.

**\* Assemblée locale (indemnités et cotisations) (+3,0%) ..... 0,492 M€**

Les crédits inscrits au BP 2023 doivent tenir compte de l'incidence de la revalorisation de +3,5% de l'indice 100 au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

**\* Subvention d'équilibre versée au CCAS (0%) ..... 0,300 M€**

La subvention budgétaire au CCAS est « soclée » à hauteur de 300 k€ au BP. En cas de besoin de financement complémentaire pour l'équilibre du CCAS, ce montant pourra être ajusté au BS.

**Malgré un contexte général défavorable pour les finances communales, toutes les actions de solidarité mises en place par la Ville et le CCAS en faveur des personnes âgées, défavorisées ou fragiles seront donc poursuivies en 2023 sans aucune réduction des moyens financiers qui leur sont alloués.**

Je veux rappeler, ici, que la Ville en coordination avec le CCAS, a mis en place un nouveau service de navette gratuite pour les seniors de plus de 65 ans ou les personnes à mobilité réduite de plus de 50 ans depuis octobre 2022.

### **3) Les atténuations de recettes**

Ces dépenses regroupent les mécanismes de prélèvement sur recettes fiscales (FNGIR et FPIC) institués par la loi. Ces dépenses sont égales en prévision à 6,840 M€ pour 2023 à raison de :

**\* FNGIR ..... 6,100 M€**

**\* FPIC ..... 0,740 M€**

#### **4) Une hausse des charges financières**

**Elles sont prévisionnellement égales comme au BP 2022 à 430 k€ en 2023.**

Ce montant total de 430 k€ pour 2023 comprend :

- \* les intérêts financiers de la dette communale .....400 k€
- \* les intérêts courus non échus de l'exercice 2022 .....20 k€
- \* une provision pour utilisation de la ligne de trésorerie .....10 k€

**Avec un montant prévisionnel de 400 k€ au titre des intérêts financiers et de 3,400 M€ pour l'amortissement en capital de la dette, l'annuité prévisionnelle de la dette continue d'être inférieure à 4 M€ en 2023 : 3,800 M€ au projet de BP 2023 contre à 3,670 M€ au BP 2022 (+130 k€).**

#### **5) Les charges exceptionnelles**

Ces dépenses sont évaluées comme au BP 2022 à 101 k€.

Ces crédits correspondent essentiellement aux bourses communales versées aux familles maisonnaires pour 85 k€ (bourses pour les élèves maisonnaires du 1<sup>er</sup> degré du 2<sup>nd</sup> degré participant à une classe d'environnement ou un voyage scolaire, bourses « culture » et bourses « sports »).

#### **6) Les provisions**

Dans l'optique du passage au référentiel M57 obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier prochain en remplacement de l'instruction comptable M14, et en application du principe budgétaire prudentiel recommandé par les chambres régionales des comptes, un montant de provision de 230 k€ sera inscrit au projet de BP 2023 à raison de 50 K€ pour contentieux éventuel et 180 k€ pour les admissions en non-valeur (créances irrécouvrables et créances éteintes) qui seront proposées au Conseil Municipal sur l'exercice budgétaire 2023.

Pour mémoire, les admissions en non-valeur se sont élevées à 204 k€ sur l'exercice 2021 (exercices 2002 à 2010) et à 352 k€ sur l'exercice 2022 (exercices 2004 à 2013). Cette provision fera l'objet d'une reprise, et d'un complément le cas échéant au BS 2023, afin de faire face au montant des admissions en non-valeur de l'exercice 2023.

**Dans cette épure prévisionnelle de recettes et de dépenses de fonctionnement, l'épargne brute (ou autofinancement communal) est donc égale à de 7,129 M€ au projet de BP 2023 contre à 6,178 M€ au BP 2022.**

## **C-NOS PROJECTIONS POUR LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

Les dépenses d'investissement sont évaluées à 17,129 M€ au BP 2023 dont :

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>* Dépenses d'équipement.....</b>                 | <b>13,729 M€</b> |
| Variation BP 2021/BP 2022 .....                     | +19,1%           |
| <b>* Amortissement en capital de la dette .....</b> | <b>3,400 M€</b>  |
| Variation BP 2021/BP 2022 .....                     | -0,6%            |

**Le report en 2023 des crédits inscrits sur l'exercice 2022 (11,830 M€) permettra ainsi, en complément des crédits inscrits au BP, un programme d'investissement annuel d'un montant prévisionnel de plus de 25 M€ pour l'exercice budgétaire 2023.**

A l'occasion du ROB 2023, je souhaite rappeler au Conseil Municipal que la politique d'investissement (hors amortissement en capital de la dette) de la Ville au service de tous les Maisonnais a été particulièrement soutenue depuis 2001 : 68 M€ sur le Mandat 2001-2008, 72 M€ sur le Mandat 2008-2014, et 85 M€ sur le Mandat 2014-2020, soit un total de 225 M€ d'investissements réalisés en 19 ans tout en conservant une fiscalité plus modérée que les communes qui nous sont comparables et en diminuant de plus de 60% un endettement communal par habitant déjà limité.

**Sur les trois premières années (2020-2022) du Mandat Municipal (2020-2026), c'est un montant total de dépenses d'investissement (hors amortissement de la dette) d'environ 35 M€ (travaux en régie compris) qui a déjà été réalisé dans un contexte fortement impacté par les confinements sanitaires et les ralentissements de l'activité économique nationale**

**Cet accroissement de l'effort d'investissement que je propose au Conseil Municipal pour le BP 2023 (+19%) vient après celui déjà réalisé au BP 2022 (+30%).**

Les principales opérations d'investissement (supérieures à 100 k€) proposées au projet de BP 2023 seront les suivantes :

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>* la réfection de la place René Coty (voirie).....</b>                              | <b>1.500 k€</b> |
| <b>* le déploiement de la vidéoprotection.....</b>                                     | <b>900 k€</b>   |
| <b>* le remplacement de la pelouse synthétique du stade Cubizolles (football).....</b> | <b>500 k€</b>   |
| <b>* le réaménagement des espaces verts du square René Coty.....</b>                   | <b>500 k€</b>   |
| * les travaux de ravalement et d'isolation du G.S. Parmentier .....                    | 450 k€          |
| * la réfection de continuité des espaces verts Liberté/Sablière.....                   | 400 k€          |
| * les matériels informatiques des services municipaux.....                             | 350 k€          |
| * le ravalement et le changement des menuiseries de l'hôtel de ville .....             | 315 k€          |
| * la provision pour acquisitions foncières (lutte contre l'habitat indigne).....       | 300 k€          |
| * la réfection des cours d'écoles Raspail (maternelle et élémentaire).....             | 280 k€          |
| * la restauration du campanile et la couverture de l'hôtel de ville .....              | 260 k€          |
| * la poursuite du plan 1000 arbres (3 <sup>e</sup> année).....                         | 240 k€          |
| * une provision pour amélioration thermique des bâtiments.....                         | 200 k€          |

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

|   |        |
|---|--------|
| * une provision pour amélioration des installations de chauffage .....          | 200 k€ |
| * les travaux de rénovation des chaufferies (marché DALKIA).....                | 200 k€ |
| * les logiciels informatiques des services municipaux.....                      | 200 k€ |
| * les travaux de rénovation et sécurité incendie du parking d'Alfort .....      | 200 k€ |
| * les travaux de câblage des bâtiments administratifs.....                      | 150 k€ |
| * le remplacement de l'éclairage LED au stade Cubizolles .....                  | 150 k€ |
| * le remplacement de l'éclairage LED au stade des Juilliottes .....             | 150 k€ |
| * le remplacement de l'éclairage LED pour l'éclairage public .....              | 150 k€ |
| * la rénovation de l'éclairage de façade de la Mairie .....                     | 150 k€ |
| * la rénovation des réseaux enterrés d'éclairage public .....                   | 150 k€ |
| * le remplacement des groupes froids du Moulin Brûlé .....                      | 130 k€ |
| * le réaménagement de la RD215 (avenue de Verdun) avec le CD 94 .....           | 125 k€ |
| * le remplacement des menuiseries prioritaires (élémentaire Raspail).....       | 100 k€ |
| * les travaux suite à accidents (mats et feux) pour l'éclairage public .....    | 100 k€ |
| * la provision pour réfections diverses de la voirie communale .....            | 100 k€ |
| * la plantation annuelle d'arbres (espaces verts urbains) .....                 | 100 k€ |
| * la végétalisation des toitures des bâtiments communaux .....                  | 100 k€ |
| * l'étude pour la restructuration du marché de Charentonneau .....              | 100 k€ |
| * la reprise des vitrages et des joints de la verrière du marché du centre..... | 100 k€ |
| * les travaux de rénovation et sécurité incendie du parking du centre .....     | 100 k€ |

**Concernant le déploiement de la vidéoprotection sur la voie publique (75 caméras et boucle optique) qui est l'étape préalable à la création du Centre de Supervision Urbain (CSU), cette opération fera également l'objet d'un report de crédits de 600 k€, soit 1,500 M€ de crédits disponibles pour l'exercice 2023.**

**Le coût prévisionnel du projet a été révisé de 1,930 M€ TTC à 2,265 M€ TTC sur l'exercice 2022 (+335 k€).**

**Au total, les travaux retenus sur les équipements communaux (bâtiments et stades) et qui peuvent être reliés au plan communal de sobriété énergétique mis en œuvre en octobre dernier s'élèvent à 2,100 M€. La recherche active de subventions (DSIL, MGP, SIPPEREC ...) pour ces travaux sera enclenchée en amont du vote du BP 2023.**

Comme chaque année, le projet de budget d'investissement 2023 prévoira, également, les crédits nécessaires aux travaux d'entretien renforcé dans le domaine des écoles (élémentaires et maternelles) et du restaurant scolaire, des équipements culturels et des équipements sportifs et socio-culturels.

Ces crédits seront complétés par les dotations annuelles permettant de renouveler les équipements matériels, le parc automobile communal et les moyens informatiques (matériels et logiciels) affectés aux services municipaux.

Enfin, les services techniques réaliseront, comme tous les ans, un important programme de travaux en régie dans l'ensemble des équipements et bâtiments communaux. Comme les années précédentes, les travaux en régie concerneront, essentiellement, pour la voirie, l'entretien des trottoirs et des tapis de chaussée ainsi que la ~~sécurisation des passages~~

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

piétons et, pour les espaces verts, la création et la rénovation des massifs fleuris de l'ensemble des espaces verts de la ville.

**Pour mémoire, il convient de rappeler également que l'ensemble des travaux réalisés en régie par les services techniques (bâtiments, espaces verts et voirie) représente, en moyenne annuelle environ 1 M€ de travaux réalisés dans les différents équipements communaux.**

### **III-UNE GESTION FINANCIÈRE MAÎTRISÉE**

L'analyse financière de la situation budgétaire de la Ville de Maisons-Alfort doit être replacée dans la durée afin de permettre la comparaison avec des communes similaires au moyen de ratios mesurables.

Comme les années précédentes, la comparaison de la Ville de Maisons-Alfort avec les communes de sa strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé) tant au plan national qu'au plan départemental continue de montrer, année après année, **une situation financière saine et équilibrée qui repose sur des dépenses de fonctionnement limitées, un endettement faible et en diminution et une fiscalité communale modérée. Cela sera encore le cas pour 2023.**

Les données budgétaires et financières sur lesquelles s'appuie cette analyse comparative (benchmarking) sont directement consultables sur le site internet du Ministère de l'Economie et des Finances <http://www.collectivites-locales.gouv.fr> (situation financière au 31/12/2021) (comptes de gestion de l'exercice 2021).

#### **A-DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT LIMITEES**

##### **1) Les dépenses de fonctionnement en euros par habitant**

Maisons-Alfort limite ses dépenses de fonctionnement en euros par habitant à un niveau nettement inférieur à la moyenne des villes de taille comparable (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé) comme le montre le tableau suivant :

|                            | CG 2020        |       |        | CG 2021        |       |        |
|----------------------------|----------------|-------|--------|----------------|-------|--------|
| (€/hab.)                   | Maisons-Alfort | 94    | France | Maisons-Alfort | 94    | France |
| Dépenses de fonctionnement | 1.108          | 1.647 | 1.504  | 1.082          | 1.668 | 1.527  |

(\*) -Source Ministère des comptes publics <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>

**Les charges de fonctionnement courant sont en baisse de -2,4% en euros par habitant au compte de gestion 2021 du budget principal.**

En 2021, les dépenses de fonctionnement en euros par habitant étaient inférieures de 35% par rapport à la moyenne départementale des communes de plus de 50.000 habitants et de 29% par rapport à la moyenne nationale des communes de notre strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé).

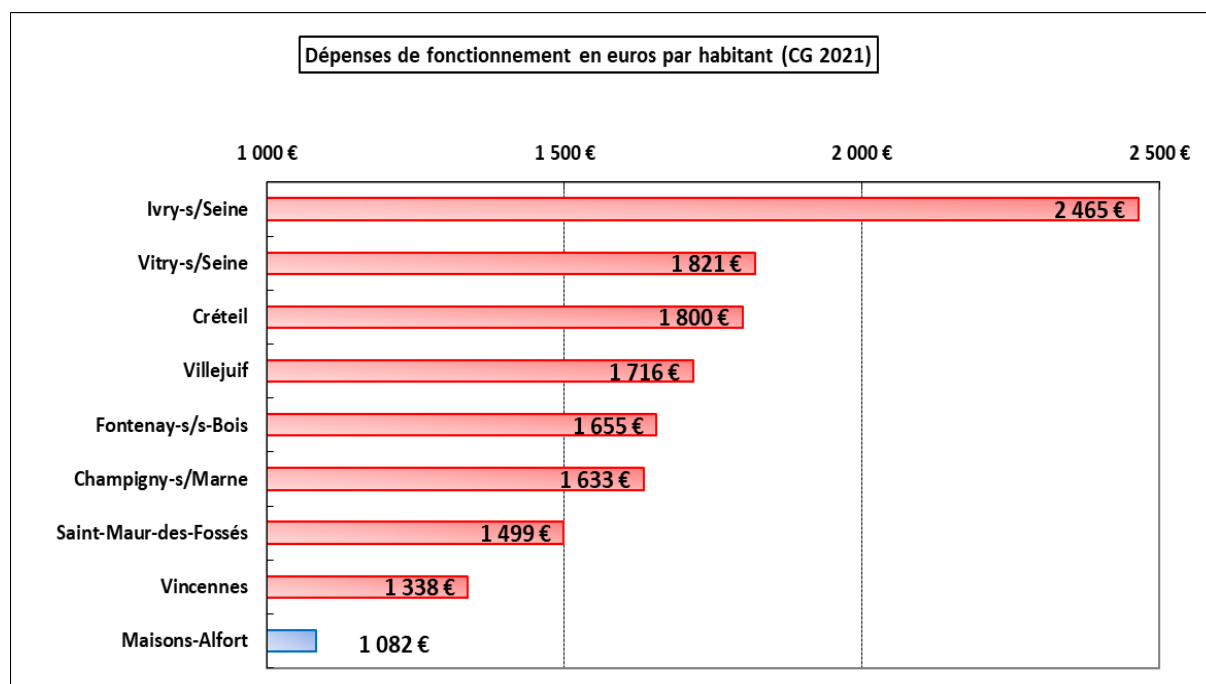
**Maisons-Alfort est la ville de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne où les dépenses de fonctionnement sont les moins élevées (9 communes).**

Si Maisons-Alfort avait dépensé en 2021 autant par habitant que la moyenne départementale des villes de plus de 50.000 habitants, cela aurait représenté 586 euros par

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023



habitant de dépenses en plus, soit environ 33 M€ de dépenses annuelles de fonctionnement en plus et un quasi-doublement des impôts payés par tous les Maisonnais au titre des taxes directes locales (39 M€ en 2021).



Cet effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement en euros par habitant qui caractérise particulièrement Maisons-Alfort se retrouve également au plan régional.

**Sur les 36 communes de plus de 50.000 habitants de la Métropole du Grand Paris (MGP), la Ville de Maisons-Alfort est classée 36<sup>ème</sup> par ordre décroissant, soit la commune la moins « dépensière » de la MGP avec 1.082 euros par habitant contre une moyenne métropolitaine de 1.846 euros par habitant (-41%).**

## **2) Les dépenses de personnel en euros par habitant**

Si Maisons-Alfort conserve un niveau de dépenses de fonctionnement nettement inférieur aux autres communes de plus de 50.000 habitants, c'est, d'abord, parce qu'elle maîtrise strictement ses dépenses de personnel qui représentent plus de la moitié de ses dépenses de fonctionnement (62,1% au compte de gestion 2021) comme le montre le tableau suivant :

| (€/hab.)              | CG 2020        |     |        | CG 2021        |     |        |
|-----------------------|----------------|-----|--------|----------------|-----|--------|
|                       | Maisons-Alfort | 94  | France | Maisons-Alfort | 94  | France |
| Dépenses de personnel | 663            | 914 | 821    | 672            | 921 | 835    |

(\*) -Source Ministère des comptes publics <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>

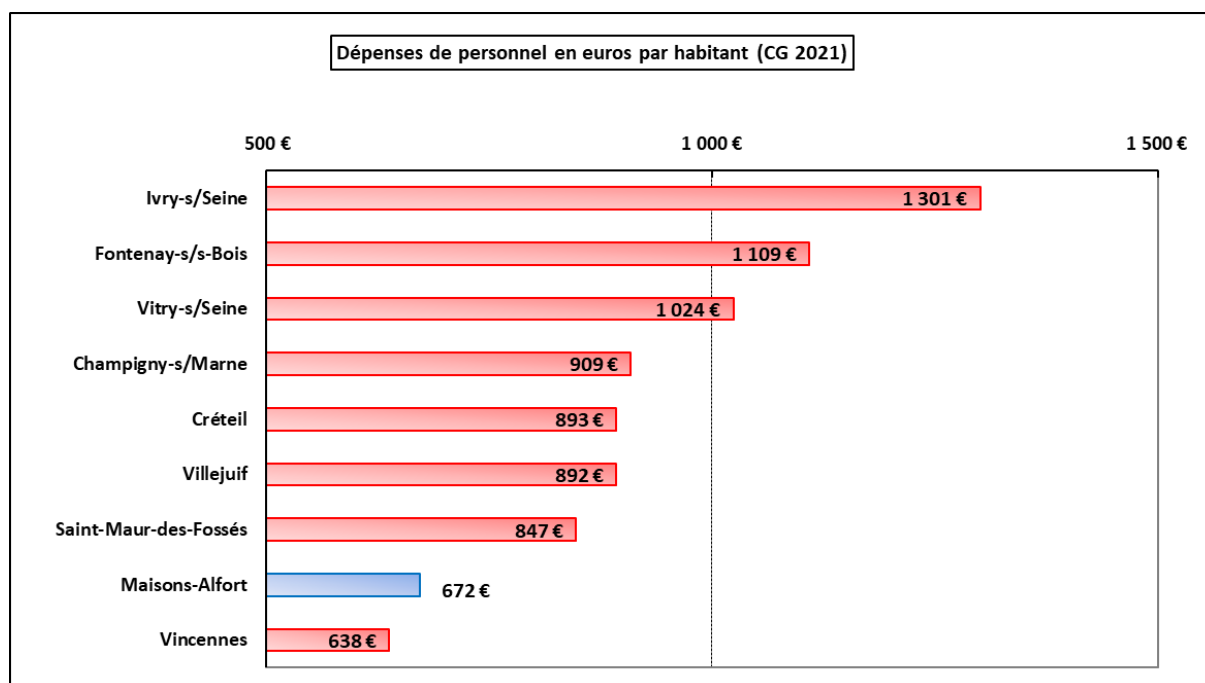
**Les charges de personnel sont en hausse de +1,4% en euros par habitant au compte de gestion 2021 du budget principal.**

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

En 2021, les dépenses de personnel en euros par habitant sont inférieures de 27% par rapport à la moyenne départementale des communes de plus de 50.000 habitants et de 19% par rapport à la moyenne nationale des communes de notre strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé).

**Maisons-Alfort est la 2<sup>ème</sup> ville de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne où les dépenses de personnel sont les moins élevées (9 communes).**

Si Maisons-Alfort avait eu en 2021 des dépenses de personnel (traitements bruts et charges sociales) aussi élevées que la moyenne départementale des villes de plus de 50.000 habitants, cela aurait représenté 249 euros par habitant de dépense en plus, soit environ 14 M€ de dépenses annuelles de personnel en plus et environ 1/3 d'impôts payés en plus par tous les Maisonnais au titre des 3 taxes directes locales (39 M€ en 2021).



#### **B-UN ENDETTEMENT PAR HABITANT FAIBLE**

**L'endettement communal est égal à 20,1 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2023 contre 22,0 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2022, soit une baisse de 8,6% sur l'exercice 2022 (-1,9 M€) et un niveau d'endettement par habitant égal à environ 350 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

La maîtrise pluriannuelle de l'endettement communal permet à Maisons-Alfort d'avoir un encours de dette désormais largement inférieur à 500 euros par habitant, seule commune de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne dans cette situation.

Maisons-Alfort continue donc d'être une ville faiblement endettée par rapport aux communes de taille comparable (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé) comme le montre le tableau suivant :

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

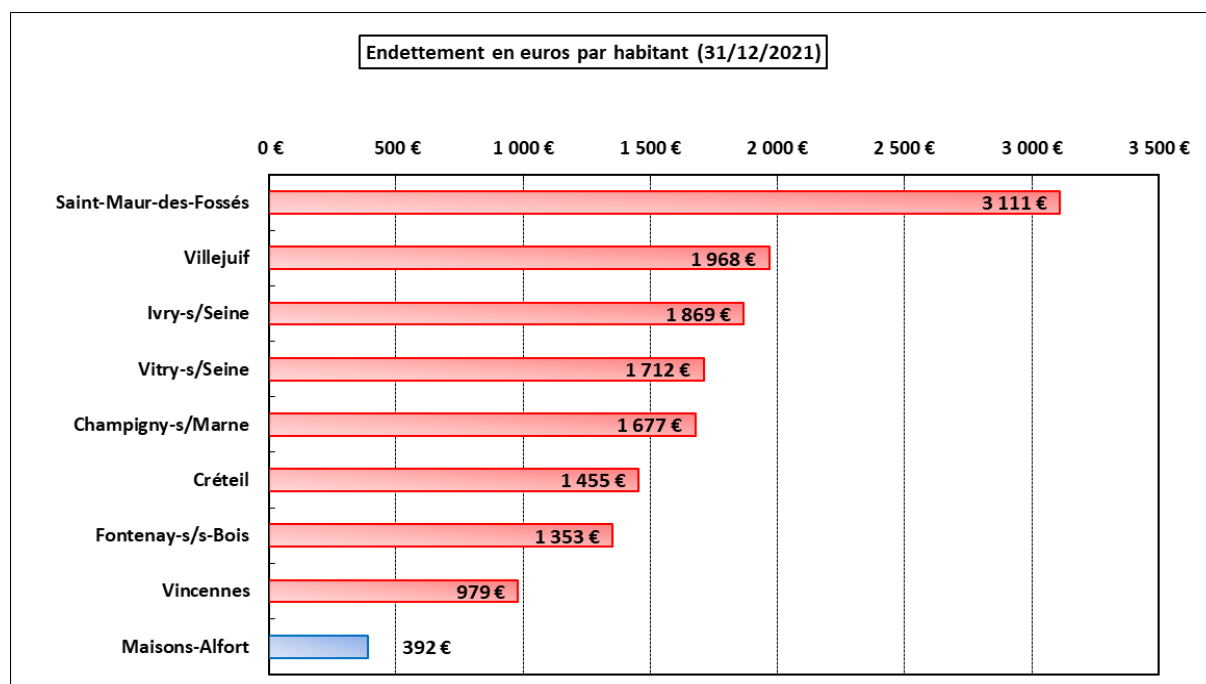
|                             | CG 2020        |       |        | CG 2021        |       |        |
|-----------------------------|----------------|-------|--------|----------------|-------|--------|
| (€/hab.)                    | Maisons-Alfort | 94    | France | Maisons-Alfort | 94    | France |
| Encours de dette au 31/12/N | 451            | 1.619 | 1.370  | 392            | 1.613 | 1.361  |

(\*) -Source Ministère des comptes publics <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>

Au 31 décembre 2021, l'encours de dette par habitant de Maisons-Alfort était inférieur de 75% par rapport à la moyenne départementale des communes de plus de 50.000 habitants et de 71% par rapport à la moyenne nationale des communes de notre strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé).

**Maisons-Alfort est la ville de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne la moins endettée (9 communes).**

Si Maisons-Alfort avait été aussi endettée au 31/12/2021 par habitant que la moyenne départementale des villes de plus de 50.000 habitants, cela aurait représenté 1.221 euros par habitant d'endettement en plus, soit environ 68 M€ d'endettement supplémentaire pour la commune et un quasi-quadruplement de l'encours de dette (90 M€ contre 22 M€ au 31/12/2021).



Cet endettement supplémentaire correspondrait à une annuité financière (capital et intérêts) supplémentaire de 5,5 M€ (sur la base d'un taux d'intérêt fixe de 3% avec un amortissement sur une durée de 15 ans), soit une hausse d'impôts égale à environ 14% pour tous les Maisonnais.

Cette maîtrise de l'endettement communal en euros par habitant qui caractérise Maisons-Alfort se retrouve également au plan régional.

Sur 36 communes de plus de 50.000 habitants de la MGP, la Ville de Maisons-Alfort est au 31/12/2021 la 2<sup>ème</sup> ville la moins endettée en euros par habitant. Une seule commune est moins endettée que la Ville de Maisons-Alfort (Issy-les-Moulineaux).

**La moyenne métropolitaine de l'endettement communal en euros par habitant au 31/12/2021 est égale à 1.716 euros contre 392 euros pour Maisons-Alfort (-77%).**

#### **C-UNE FISCALITE COMMUNALE MODEREE**

**Cette modération de la fiscalité directe communale de la Ville de Maisons-Alfort repose sur des taux d'imposition inférieurs aux moyennes nationale et départementale ce qui entraîne une pression fiscale pesant sur les familles maisonnaises (ou effort fiscal) la moins élevée de toutes les villes de plus de 50.000 habitants du département du Val-de-Marne.**

Cela est d'autant plus significatif que notre ville est une des communes de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne les moins bien dotées en termes de potentiel financier en euros par habitant.

#### **1) Les taux d'imposition communaux**

**Les taux d'imposition communaux à Maisons-Alfort restent en 2022 inférieurs aux moyennes départementale et nationale pour les deux taxes foncières.**

| Taux (en %)             | Maisons-Alfort<br>2022 | Moyenne nationale<br>2021 | Moyenne<br>départementale 2021 |
|-------------------------|------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| Taxe foncière bâtie (1) | 27,52%                 | 37,72%                    | 35,68%                         |
| Taxe foncière non bâtie | 22,29%                 | 50,14%                    | 59,33%                         |

*(\*) -Source DGFIP DGCL État 1259 COM mars 2022*

Pour mémoire, en 2021 comme en 2022, le taux d'imposition de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) a été gelé à son niveau de 2020 dans le cadre de la suppression progressive sur 3 ans (2021-2023) de la THRP pour tous les contribuables sans condition de revenus (22,09% à Maisons-Alfort).

La Ville a continué, également, d'appliquer, en 2022, une généreuse politique d'abattements de taxe d'habitation qui a représenté une réduction totale de l'impôt payé par les Maisonnais de 6,510 M€ au titre de l'année 2021 (résidences principales uniquement), soit 65% du produit fiscal réellement perçu par la commune (hors compensation de l'État).

Les abattements de taxe d'habitation comprenaient en 2021 :

- un abattement général à la base au taux maximum de 15% pour les Maisonnais imposés au titre de leur résidence principale, soit une réduction de 161 euros en 2021 par logement,

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

- un abattement pour charges de famille (1 ou 2 enfants à charge) au taux majoré de 15% soit une réduction de 161 euros en 2021 par enfant pour chacun des deux premiers enfants,
- un abattement pour les familles nombreuses (3 enfants et plus à charge) au taux maximum de 25%, soit une réduction de 268 euros en 2021 par enfant à partir du 3<sup>ème</sup> enfant.

Cette politique fiscale est liée à la volonté de la Municipalité de limiter la taxe d'habitation pour l'ensemble des Maisonnais, et en particulier pour les familles nombreuses, dans la mesure où la base d'imposition de cette taxe ne prend pas en compte les revenus des ménages. Ce choix est d'autant plus volontariste que ces abattements de taxe d'habitation ne sont pas compensés financièrement par l'État.

**Cette politique d'abattements se terminera en 2023 avec la suppression définitive de la THRP.**

Concernant la fiscalité économique, la création de la MGP au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le transfert de la cotisation foncière des entreprises (CFE) à l'établissement public territorial (EPT) ParisEstMarne&Bois se traduit, en raison du lissage obligatoire sur 17 ans du taux intercommunal à partir du taux moyen des 13 communes concernées en 2015 (30,08%), par une augmentation mécanique annuelle du taux de cotisation de CFE appliqué à Maisons-Alfort.

Au total, l'augmentation du taux d'imposition de CFE pour les entreprises, commerçants, artisans et professions libérales de Maisons-Alfort (environ 3.000 redevables) est égale à +5,9% en 6 ans pour Maisons-Alfort (2016-2022) : 27,48% en 2022 contre 25,96% en 2015.

Ce lissage du taux de CFE autour de la moyenne intercommunale doit se poursuivre en 2022 avec une augmentation annuelle prévisionnelle d'environ +1%, et ce même si l'EPT ParisEstMarne&Bois a décidé de maintenir en 2023 le taux-cible de CFE à 30,08% pour les 13 communes du territoire sans augmentation par rapport à 2022.

## **2) La pression fiscale sur les ménages (ou effort fiscal)**

**A Maisons-Alfort, l'effort fiscal est égal à 0,83 (82,7%) pour 2021 (DGF 2022) selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur (DGCL).**

L'effort fiscal donne la mesure de la pression fiscale pesant sur les familles au titre des impôts directs locaux payés à la commune (taxe d'habitation, taxes foncières et TEOM). La définition de l'effort fiscal communal est donnée aux articles L.2334-5 et L.2334-6 du CGCT. L'effort fiscal de chaque commune est égal au rapport entre :

- d'une part, le produit des impôts, taxes et redevances, tels que définis à l'article L. 2334-6, perçus l'année précédente par la commune et par les établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de celle-ci ;
- d'autre part, la somme du produit déterminé par l'application aux bases communales de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

propriétés non bâties du taux moyen national d'imposition de chacune de ces taxes ainsi que du produit de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu par la commune et les établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de cette dernière.

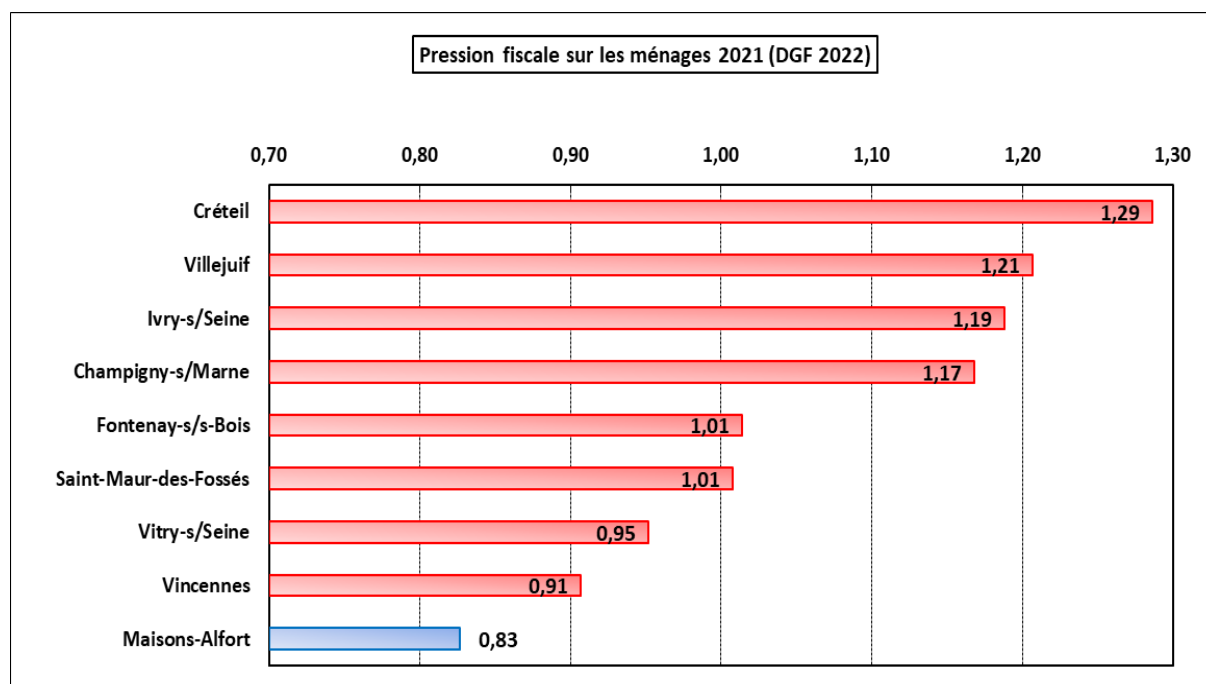
**C'est donc la mesure de la pression fiscale appliquée aux ménages soit : Produit des impôts ménages/Potentiel fiscal des impôts ménages exprimé en %.** Si l'effort fiscal est supérieur à 1,00 (ou 100%), le produit fiscal perçu est supérieur au potentiel fiscal et la pression fiscale communale sur les familles est forte. Si l'effort fiscal est inférieur à 1,00 (ou 100%), le produit fiscal perçu est inférieur au potentiel fiscal et la pression fiscale communale sur les familles est modérée.

Le tableau suivant compare la pression fiscale de Maisons-Alfort avec les autres villes de plus de 50.000 habitants :

|                     | 2020 (DGF 2021) |      |        | 2021 (DGF 2022) |      |        |
|---------------------|-----------------|------|--------|-----------------|------|--------|
|                     | Maisons-Alfort  | 94   | France | Maisons-Alfort  | 94   | France |
| Potentiel financier | 0,82            | 1,05 | 1,18   | 0,83            | 1,06 | 1,19   |

Source : Open Data Observatoire Général des Finances Locales [data.oqfl.fr](https://data.oqfl.fr) (novembre 2022)

**Maisons-Alfort est la ville de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne où la pression fiscale sur les familles est la plus faible (9 communes).**



Maisons-Alfort avait, en 2021, une pression fiscale inférieure de 36 points à la moyenne nationale de sa strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé en FPU) (0,83 contre 1,19), et inférieure de 23 points à la moyenne des 9 communes du département du Val-de-Marne de plus de 50.000 habitants (0,83 contre 1,06).

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

### 3) Le produit des impôts locaux en euros par habitant

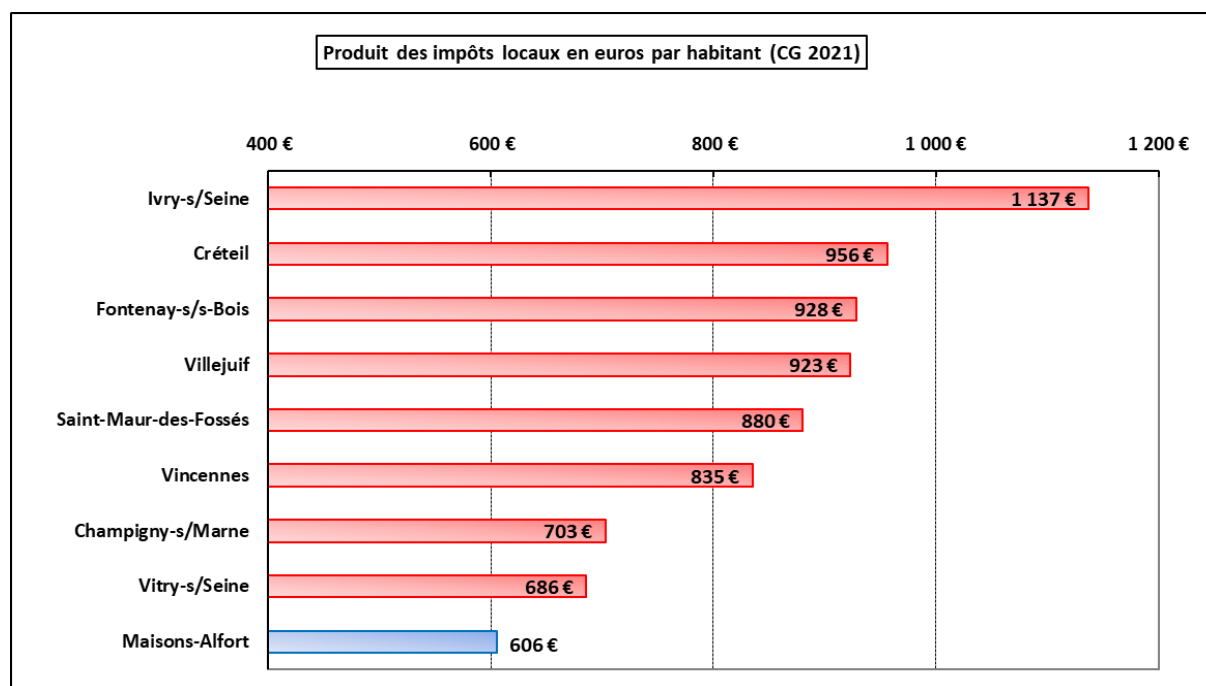
La modération de la fiscalité communale à Maisons-Alfort s'illustre également à travers le montant des impôts locaux perçus en euros par habitant pour les communes de plus 50.000 habitants comme le montre le tableau suivant :

|               | CG 2020        |     |        | CG 2021        |     |        |
|---------------|----------------|-----|--------|----------------|-----|--------|
| (€/hab.)      | Maisons-Alfort | 94  | France | Maisons-Alfort | 94  | France |
| Impôts locaux | 584            | 825 | 676    | 606            | 850 | 705    |

(\*) -Source Ministère des comptes publics <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>

En 2021, le produit des impôts locaux en euros par habitant (impôts des ménages) était inférieur de 29% par rapport à la moyenne départementale des communes de plus de 50.000 habitants et de 14% par rapport à la moyenne nationale des communes de notre strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé).

**Maisons-Alfort est la ville de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne où le produit des impôts locaux en euros par habitant est le moins élevé (9 communes).**



Si Maisons-Alfort avait eu en 2021 un produit d'impôts locaux aussi élevé que la moyenne départementale des villes de plus de 50.000 habitants, cela aurait représenté 244 euros d'impôts locaux en plus par Maisonnais, soit environ 13 M€ de recettes fiscales supplémentaires, soit l'équivalent d'environ 48 points de fiscalité directe (1 point de fiscalité égal à environ 270 k€).

#### 4) Le potentiel financier en euros par habitant

Le potentiel financier est l'indicateur de la richesse potentielle d'une collectivité locale. La définition du potentiel financier communal est donnée à l'article L.2334-4 du CGCT.

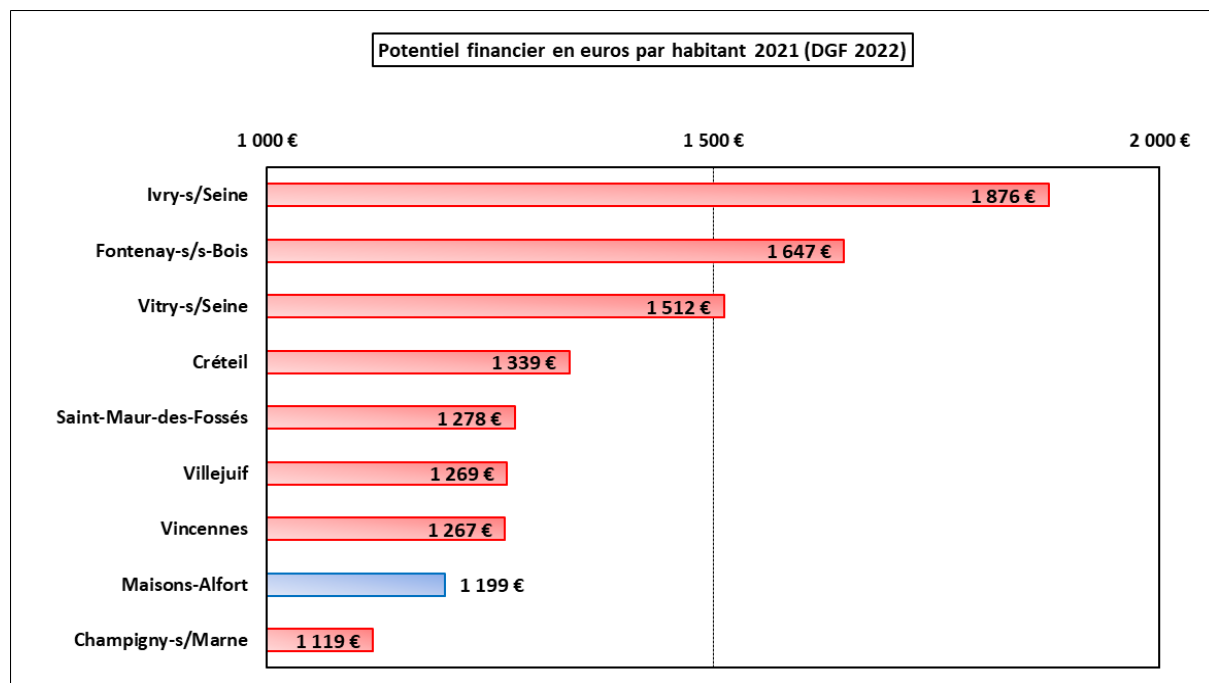
Il est égal à son potentiel fiscal, majoré du montant de la dotation forfaitaire de DGF perçu l'année précédente, le potentiel fiscal d'une commune étant déterminé par application aux bases communales des 3 taxes directes locales (taxe d'habitation et taxes foncières) du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le tableau suivant compare le potentiel financier de Maisons-Alfort avec les autres villes de plus de 50.000 habitants :

|                     | 2020 (DGF 2021) |       |        | 2021 (DGF 2022) |       |        |
|---------------------|-----------------|-------|--------|-----------------|-------|--------|
| (€/hab.)            | Maisons-Alfort  | 94    | France | Maisons-Alfort  | 94    | France |
| Potentiel financier | 1.209           | 1.393 | 1.304  | 1.199           | 1.390 | 1.315  |

Source : Open Data Observatoire Général des Finances Locales [data.ogfl.fr](https://data.ogfl.fr) (novembre 2021)

**Maisons-Alfort est, après la ville de Champsigny-s/Marne, la commune de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne ayant le potentiel financier en euros par habitant le moins élevé (9 communes).**



En 2021, le potentiel financier de la commune était inférieur de 13% à la moyenne départementale des villes de plus de 50.000 habitants et de 8% à la moyenne nationale des communes de notre strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé).



Cette différence de potentiel financier est égale à 191 euros par habitant par rapport à la moyenne départementale des communes de plus de 50.000 habitants, soit environ 10 M€ de recettes annuelles de fonctionnement.

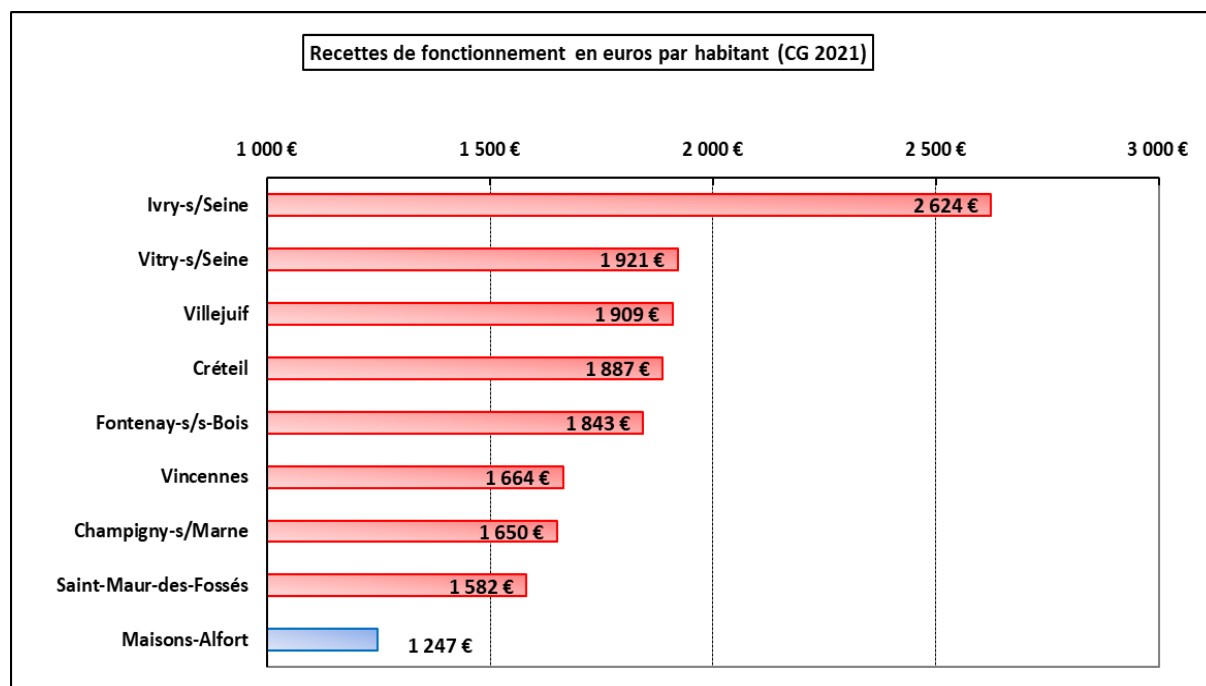
### 5) Les recettes de fonctionnement en euros par habitant

Les recettes de fonctionnement en euros par habitant de la Ville de Maisons-Alfort sont également inférieures à celles des moyennes départementale et nationale comme le montre le tableau suivant :

|                            | CG 2020        |       |        | CG 2021        |       |        |
|----------------------------|----------------|-------|--------|----------------|-------|--------|
| (€/hab.)                   | Maisons-Alfort | 94    | France | Maisons-Alfort | 94    | France |
| Recettes de fonctionnement | 1.278          | 1.798 | 1.639  | 1.247          | 1.814 | 1.681  |

(\*) -Source Ministère des comptes publics <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>

**Maisons-Alfort est la ville de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne où les recettes de fonctionnement en euros par habitant sont les plus faibles.**



En 2021, les recettes de fonctionnement de la commune en euros par habitant étaient inférieures de 31% à la moyenne départementale des villes de plus de 50.000 habitants et de 25% par rapport à la moyenne nationale des communes de notre strate démographique (communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé).

En 2021, cette différence de recettes de fonctionnement est égale à 567 euros par habitant par rapport à la moyenne départementale des communes de plus de 50.000 habitants, soit environ 31 M€ de recettes de fonctionnement en moins (recettes fiscales, dotations et subventions, participations familiales).

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

## IV– ANNEXES

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

## 1 - LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Les dispositions de l'article 107 (alinéa II-A 4°) de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) sont venues modifier et compléter l'article L.2312-1 du CGCT en précisant que :

« Dans les communes de plus de 10.000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'État dans le département et au président de l'EPCI dont la commune est membre, il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret ».

L'article 107 de la loi NOTRe a fait l'objet du décret d'application n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu du rapport d'orientation budgétaire (article 1) codifié à l'article D2312-3 du CGCT.

**L'évaluation prévisionnelle de la masse salariale à hauteur de 40,135 M€ pour le projet de BP 2023 est détaillée sur les points suivants :**

### **L'évolution des dépenses de personnel (traitements bruts et charges sociales)**

| (M€)         | CA 2021 | BP 2022 | Crédits 2022 | CAA 2022 | BP 2023       |
|--------------|---------|---------|--------------|----------|---------------|
| <b>Total</b> | 37,919  | 38,762  | 39,621       | 39,353   | <b>40,135</b> |

*(\*) - CAA 2022 Compte Administratif Anticipé 2022*

**Soit une variation réelle CA 2021/CAA 2022 ..... +3,8%**  
**Soit une variation prévisionnelle CAA 2022/BP 2023 ..... +2,0%**

### **1) Les effectifs budgétaires au 1<sup>er</sup> janvier 2023**

Conformément aux obligations réglementaires le projet de BP 2023 qui sera soumis au prochain Conseil Municipal intégrera en annexe l'état détaillé du personnel communal prévu par l'instruction budgétaire et comptable M14.

Les effectifs budgétaires s'élèvent à 1.008 au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **2) Les rémunérations des agents communaux pour 2023**

L'évolution prévisionnelle des rémunérations des agents communaux pour 2023 est fonction des éléments suivants :

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

\* l'incidence de la revalorisation au 1<sup>er</sup> juillet 2022 de +3,5% de l'indice 100 de rémunération de la Fonction Publique Territoriale (FPT),

\* l'intégration en année pleine (12 mois) des hausses successives du SMIC intervenues en cours d'année 2022 (+2,7% au 1<sup>er</sup> mai et +2,0% au 1<sup>er</sup> août) et l'incidence du relèvement de l'indice minimum de rémunération de la fonction publique à 352 par le décret du 20 avril 2022,

\* la reconduction des primes versées au personnel communal, soit la prime de fin d'année (PFA) en novembre et la prime de vacances (PV) en mai,

\* les heures supplémentaires (charges sociales comprises) prévisionnelles du personnel communal sur 2023 sur la base du réalisé projeté sur l'année 2022,

\* une provision budgétaire au titre du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) pour les avancements d'échelons et les avancements de grades (chapitre 920),

\* l'évaluation de l'ARE (Allocation de Retour à l'Emploi) pour les agents bénéficiaires (fin de contrats),

\* une enveloppe provisionnelle de 150 k€ (traitements et charges) au BP 2023 comme au BP 2022 est inscrite (chapitre 920) pour la poursuite de la revalorisation du RIFSEEP des agents communaux, et en particulier de l'IFSE des agents de catégorie C. Cette enveloppe pourra, comme en 2022, faire l'objet d'un complément au BS 2023,

\* la mise en place d'une protection sociale complémentaire (PSC) avec le versement par la collectivité de 15 euros par mois et par agent au titre de la protection santé (montant plancher prévu à l'article 6 du décret du 20 avril 2022) avec une mise en œuvre effective au 1<sup>er</sup> avril 2023 qui permet à la collectivité de devancer de 3 ans l'application à titre obligatoire de cette mesure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 (décret n°2022-581 du 20 avril 2022),

\* la rémunération des apprentis accueillis en 2023 dans les services municipaux pour un total de 10 postes ouverts par délibération du 6 février 2021.

### **3) Les avantages en nature**

Les avantages en nature peuvent être attribués aux agents communaux et valorisés dans leur rémunération imposable : il s'agit des logements de fonction attribués à titre gratuit par nécessité absolue de service.

Le nombre de logements de fonction attribués à titre gratuit par nécessité absolue de service (NAS) était égal à 21 au 1<sup>er</sup> janvier 2023. La liste des personnels concernés a été fixée par délibération du Conseil Municipal en date du 23/02/2017.

Les agents attributaires sont, principalement, les gardiens d'équipements scolaires (écoles maternelles et écoles élémentaires principalement).

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

#### **4) Le temps de travail**

La Ville comme l'ensemble des collectivités territoriales est soumise aux 35 heures de travail hebdomadaire dans la fonction publique avec un temps de travail annualisé de 1.607 heures qui peuvent être mises en œuvre selon des conditions différenciées en fonction des besoins des services.

#### **5) Les conditions de travail**

En 2022, la ville a amorcé une réflexion transversale sur les conditions de travail du personnel communal afin de renforcer le « bien-être » et la « sécurité » au travail ainsi que l'attractivité de ses métiers en associant l'encadrement mais également les agents volontaires pour participer à plusieurs groupes de travail thématiques dont les trois principaux sont l'élaboration du livret d'accueil, la modernisation des outils de communication interne et la mise en place du télétravail.

Dans le cadre des dispositions réglementaires applicables aux collectivités territoriales (décret n°2016-151 du 11 février 2016), la Ville a lancé la concertation avec le personnel communal pour la mise en place du télétravail dans les services municipaux. Le principe restera, bien entendu, le volontariat des agents pour les activités éligibles.

Les conditions de mise en œuvre et les activités éligibles au télétravail seront soumises pour avis au comité social territorial, nouvellement élu en décembre 2022, puis pour approbation au Conseil Municipal qui en fixera, notamment, la quotité par semaine et le montant du forfait par agent (plafond annuel de 220 euros par agent versé trimestriellement).

Une réflexion sera, également, engagée sur les modalités de formation des agents municipaux concernés par la mise en place du télétravail en plus des moyens informatiques nécessaires à cette nouvelle organisation.

Un conseiller en prévention des risques professionnels vient, également, d'être recruté en janvier 2023. Ses principales missions seront les suivantes :

- \* Participer à la définition, à la mise en œuvre et au suivi de la politique de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail,
- \* Mettre en place et suivre une démarche d'évaluation des risques professionnels,
- \* Coordonner les missions des différents acteurs de la prévention dont la médecine du travail.

## 2 - LA GESTION DE LA DETTE COMMUNALE

### 1) Un encours homogène entre taux indexé et taux fixe

L'encours de dette communale de 20 M€ se répartit au 1<sup>er</sup> janvier 2023 comme suit :

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>1° Emprunts à taux fixe .....</b>                        | <b>48,7%</b>    |
| <b>Montant en CRD .....</b>                                 | <b>9,778 M€</b> |
| <i>* Taux moyen prévisionnel 2023 .....</i>                 | <i>1,46%</i>    |
| <b>2° Emprunts à taux indexé (EURIBOR et Livret A).....</b> | <b>46,3%</b>    |
| <b>Montant en CRD .....</b>                                 | <b>9,298 M€</b> |
| <i>* Taux moyen prévisionnel 2023 .....</i>                 | <i>2,50%</i>    |
| <b>3° Emprunts structurés (LIBOR US 12 M) .....</b>         | <b>5,1%</b>     |
| <b>Montant en CRD .....</b>                                 | <b>1,018 M€</b> |
| <i>* Taux moyen prévisionnel 2023 .....</i>                 | <i>0,50%</i>    |

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>Encours total au 01/01/2023.....</b>     | <b>20,094 M€</b> |
| <i>* Taux moyen prévisionnel 2023 .....</i> | <i>1,73%</i>     |
| <i>* Nombre de contrats .....</i>           | <i>22</i>        |

L'encours communal des emprunts structurés se réduit graduellement d'année en année puisque l'article 32 de la loi n°2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation bancaire encadre restrictivement les conditions financières des emprunts bancaires aux collectivités locales en interdisant le recours à de nouveaux emprunts structurés qui ne peuvent donc plus être proposés depuis 2013 par les établissements bancaires. Ces dispositions ont été codifiées dans le nouvel article L.1611-3-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Un emprunt structuré est un type d'emprunt associant dans un même contrat un emprunt bancaire et une clause d'indexation sous-jacente des conditions financières (formule de taux d'intérêt) construite à partir d'un ou plusieurs produits dérivés (contrat d'échange de taux d'intérêt ou d'option).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Ville de Maisons-Alfort n'a plus qu'un seul emprunt structuré dans son encours communal (classé 4E au sens de la charte GISSLER) dont le taux d'intérêt réel payé par la ville est égal à 0% entre 2014 et 2022 et une échéance annuelle 2023 au taux d'intérêt de 0,50%.

La répartition par prêteur du capital restant dû (encours de dette) au 1<sup>er</sup> janvier 2023 est la suivante :

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>SFIL (Ex DEXIA/Banque Postale) .....</b> | <b>8,510 M€</b> |
| <i>* % du CRD .....</i>                     | <i>42,4%</i>    |
| <i>* Nombre de contrats.....</i>            | <i>6</i>        |

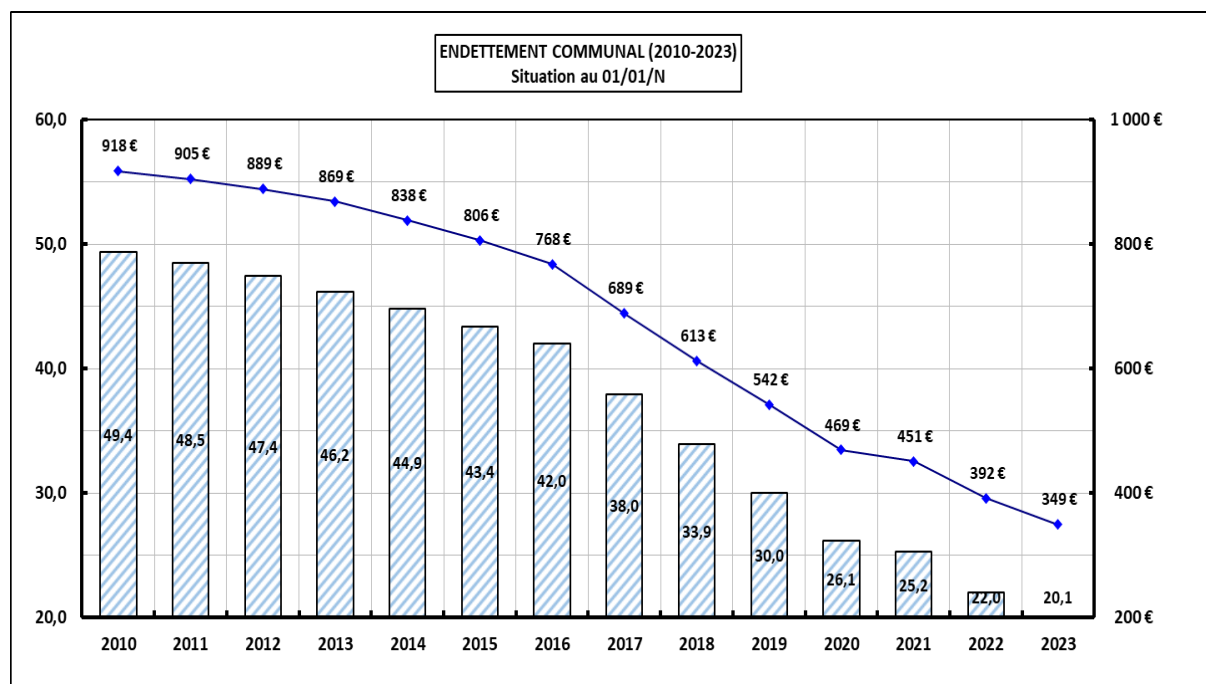
Acte de réception en préfecture  
 094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
 Date de télétransmission : 17/02/2023  
 Date de réception préfecture : 17/02/2023

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>Caisse d'Epargne Ile-de-France</b> .....     | <b>4,477 M€</b>  |
| * % du CRD .....                                | 22,3%            |
| * Nombre de contrats.....                       | 5                |
| <b>Crédit Agricole Ile-de-France</b> .....      | <b>3,153 M€</b>  |
| * % du CRD .....                                | 15,7%            |
| * Nombre de contrats.....                       | 5                |
| <b>Société Générale</b> .....                   | <b>1,693 M€</b>  |
| * % du CRD .....                                | 8,4%             |
| * Nombre de contrats.....                       | 3                |
| <b>Caisse des Dépôts et Consignations</b> ..... | <b>0,761 M€</b>  |
| * % du CRD .....                                | 3,8%             |
| * Nombre de contrats.....                       | 1                |
| <b>Total CRD au 01/01/2022</b> .....            | <b>22,004 M€</b> |
| * Nombre de contrats.....                       | 23               |

## 2) Une diminution de la dette communale de plus de 60% depuis 2005

Depuis 2005, la mise en œuvre d'une politique pluriannuelle de désendettement a permis de réduire la dette communale de 35 M€ entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (55 M€) et le 1<sup>er</sup> janvier 2023 (20 M€). Aujourd'hui, la dette communale est sensiblement à un niveau inférieur à celui du 1<sup>er</sup> janvier 1990 (26 M€).

Sur la période 2010-2023, le désendettement en volume et en euros par habitant se présente comme suit :

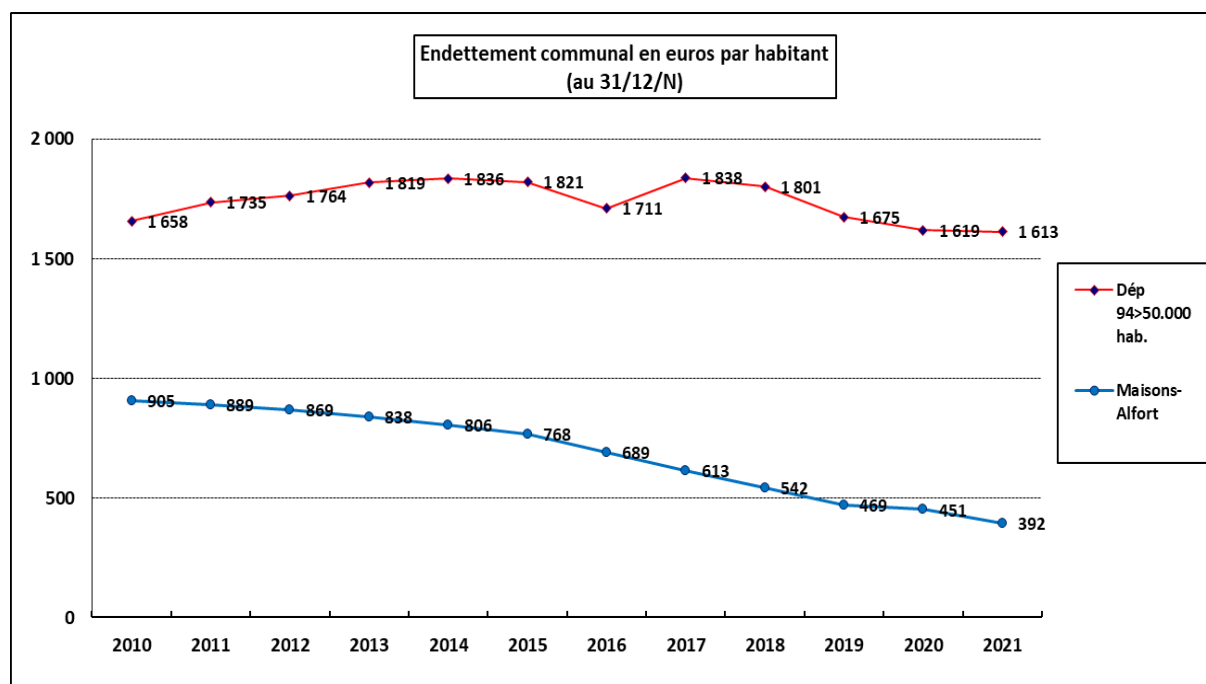


Cette forte réduction de l'endettement communal par habitant n'a pas été obtenue en diminuant les dépenses d'équipement puisque **la politique d'investissement de la Ville a continué d'être particulièrement dynamique et soutenue pour représenter un total de**

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

**dépenses d'investissement (hors amortissement en capital de la dette) réalisées de 225 M€ en 19 ans : 68 M€ sur le Mandat 2001-2008, 72 M€ sur le Mandat 2008-2014 et 85 M€ sur le Mandat 2014-2020.**

Un autre graphique illustre particulièrement l'évolution différenciée sur la période 2010-2021 de l'endettement communal en euros par habitant entre Maisons-Alfort (-57%) et la moyenne des communes de plus de 50.000 habitants du Val-de-Marne (-3%).



### **3) Une capacité de désendettement inférieure à 2 années au 31/12/2021**

La capacité de désendettement de la Ville est égale à 1,6 année au 31/12/2021 contre 1,45 année au 31/12/2020.

Cette légère remontée s'explique par la baisse plus importante de l'épargne brute dégagée sur l'exercice budgétaire 2021 que celle de l'encours communal de dette.

La capacité de désendettement indique ainsi le nombre d'années dont aurait besoin théoriquement la collectivité pour rembourser toute sa dette en capital si elle y affectait toute sa capacité d'autofinancement brut annuel. La capacité de désendettement est obtenue en divisant l'encours de dette communal par l'épargne brute (ou autofinancement brut) exprimée en nombre d'années.

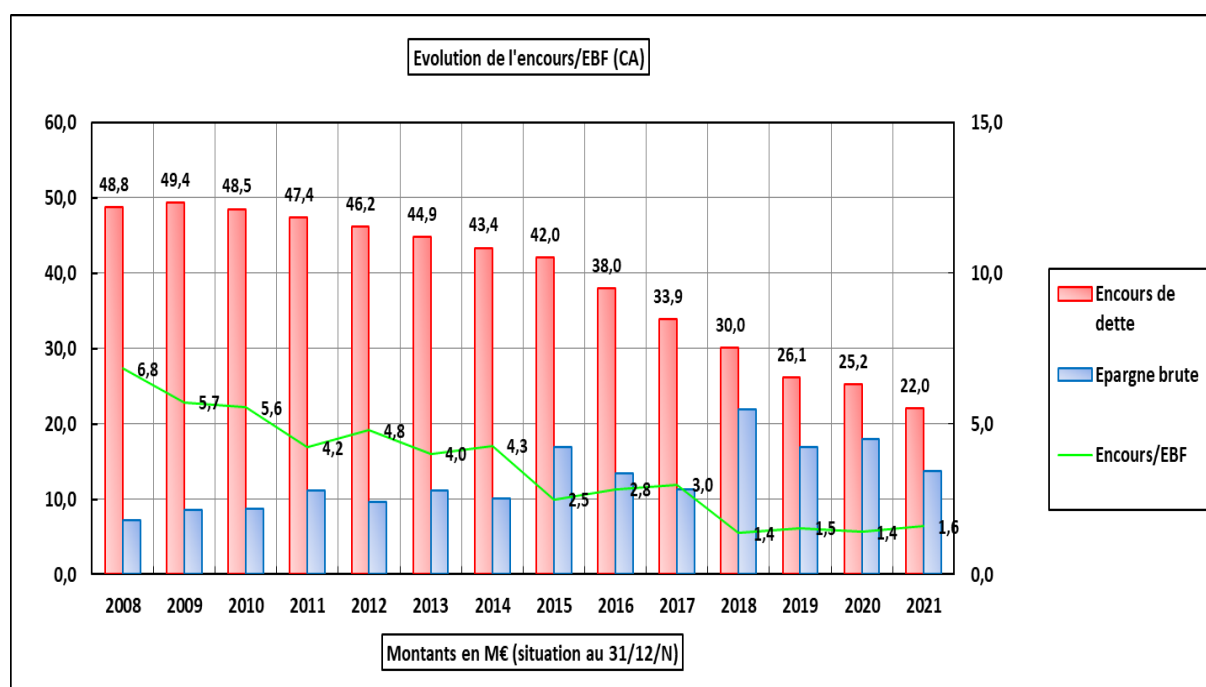
Une capacité de désendettement inférieure à 5 années est un indicateur d'endettement limité. Une capacité de désendettement supérieure à 5 années et inférieure à 10 années est un indicateur d'endettement moyen. Une capacité de désendettement supérieure à 10 années et inférieure à 15 années est un indicateur d'endettement fort avec un seuil d'alerte à 12 années. Au-dessus de 15 années, ce ratio indique une situation financière très difficile.



La Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 (article 29-I de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018) a fixé un plafond national de 12 années pour les communes et les EPCI.

Néanmoins, l'évolution de la situation financière de la Ville montre clairement une amélioration de ce ratio prudentiel sur 12 ans (31/12/2010 au 31/12/2021)

La capacité de désendettement de la Ville (calculée au niveau du compte administratif) s'est, ainsi, améliorée en passant de 5,6 années au 31/12/2010 à 1,6 année au 31/12/2021, en étant constamment inférieure à 2 années depuis 2018, comme le montre le graphique suivant :

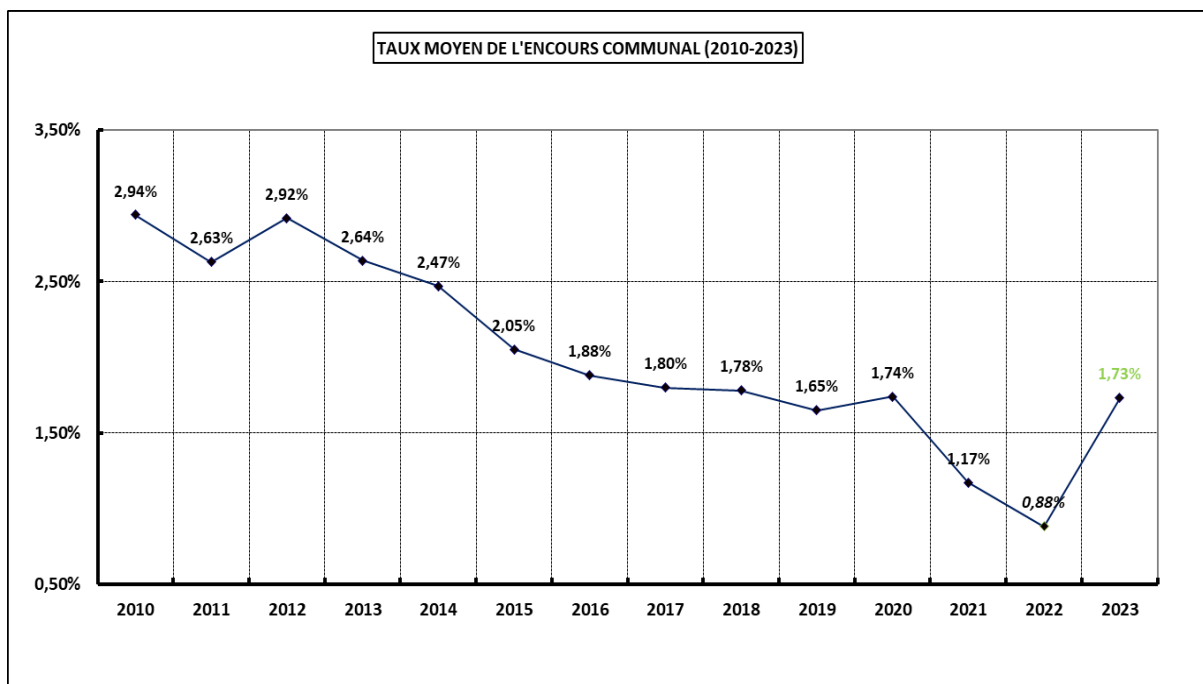


#### 4) Un taux moyen de dette qui augmente en 2023 avec la remontée des taux d'intérêt

Le taux moyen de l'encours pour l'année 2021 s'est élevé à 0,88% pour l'année 2022, soit une baisse de plus de 3 de points du taux d'intérêt moyen depuis 2010 (2,97%) en raison de la baisse constante des taux monétaires et de l'adossement majoritaire de la Ville sur les emprunts à taux indexés (49% au 1<sup>er</sup> janvier 2022).

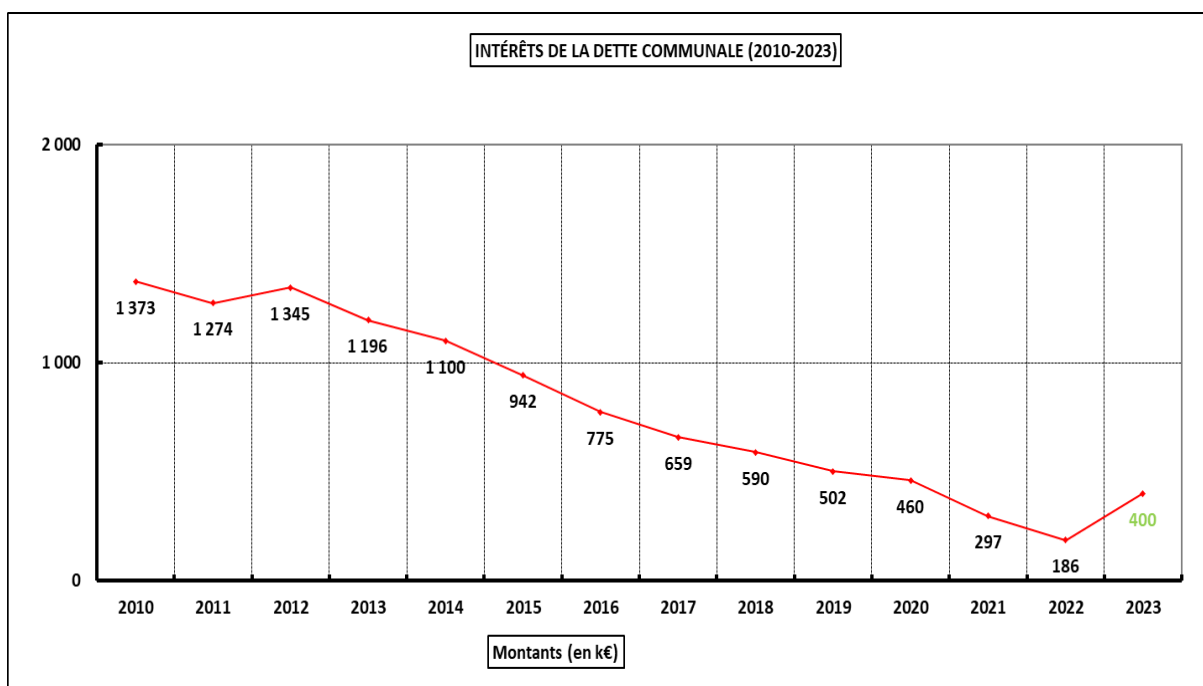
Cependant, au regard de la récente évolution sur le marché monétaire depuis 12 mois, le taux d'intérêt moyen de la dette communale remonte de presque 1 point en prévision sur 2023 tout en restant encore inférieur à 2% compte-tenu de la structuration de notre dette et de l'adossement pour les emprunts les plus récents sur des contrats en taux fixe (0,43% en 2020, 0,57% en 2021 et 3,14% en 2022).

L'évolution du taux moyen de la dette communale entre 2010 et 2023 (prévision de 1,73% pour 2023) est illustrée par le graphique suivant :



(\*) – 2023 Prévision budgétaire au 11/01/2023

Les effets conjugués du désendettement communal et de la baisse des taux monétaires jusqu'en 2022 ont permis de réduire les intérêts financiers annuels réellement payés par la Ville de plus de 1M€ entre 2010 et 2022 (montant prévisionnel) :



(\*) – 2023 Prévision budgétaire au 11/01/2023

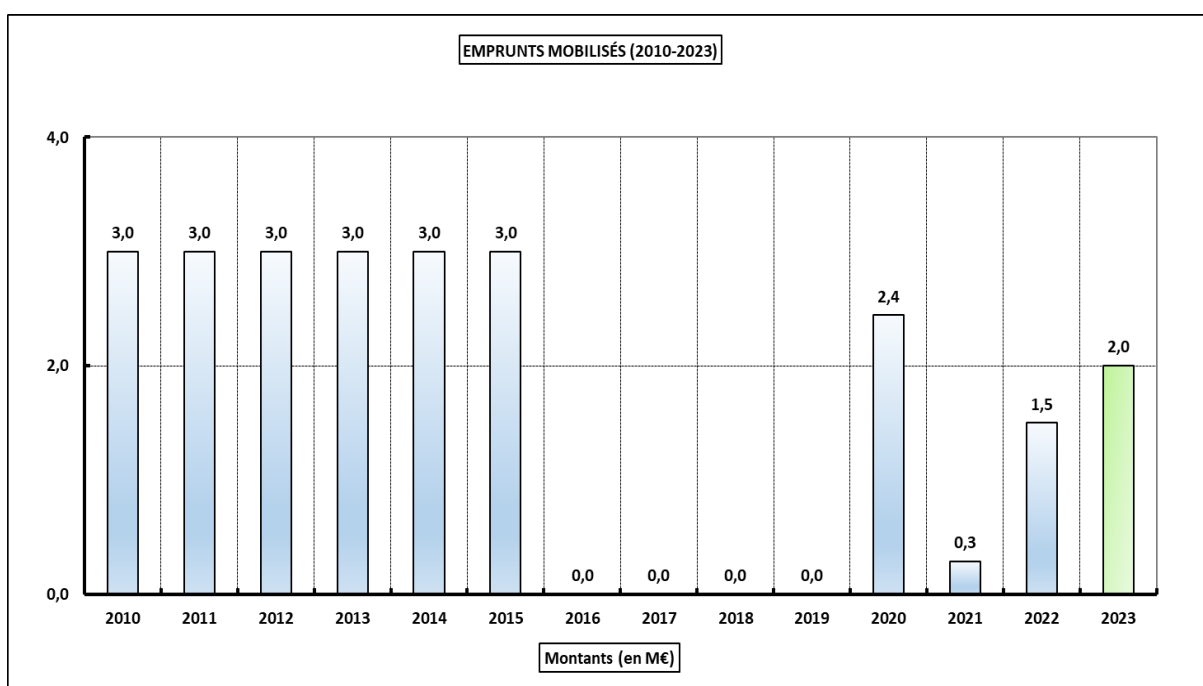
La projection des intérêts de la dette sur l'exercice 2023 fait apparaître une remontée d'environ 150 k€ entre l'annuité 2022 et le projet de BP 2023. Néanmoins, avec un niveau prévisionnel de 350 k€ (+50 k€ à titre de provision), les intérêts financiers resteraient sensiblement en-dessous du montant réellement payé sur la période 2017-2020.

Dans cette optique, la ville souhaite continuer à se positionner, pour l'appel d'offres bancaires qui sera lancé en 2023 (montant prévisionnel de 2 M€ sur la base du projet de BP 2023), sur un emprunt à taux fixe en fonction des offres disponibles et comme elle l'a fait depuis 2019.

Le dernier emprunt indexé (Euribor 12 mois) mobilisé par la ville remonte, en effet, à 2018 pour un réaménagement de dette.

### **5) La mobilisation d'emprunt globalisé sur l'exercice 2022**

**Sur la période 2010-2020, il n'y a eu aucune mobilisation d'emprunt globalisé entre 2016 et 2019 (4 ans).** Entre 2010 et 2022, la Ville a mobilisé un montant total de 22,2 M€ d'emprunt comme le montre le graphique suivant :



*(\*) - 2023 Prévision de tirage de 2 M€ (emprunt signé en décembre 2022 avec le Crédit Mutuel)*

Pour 2022, la mobilisation d'emprunt globalisé est égale à 1,500 M€ et correspond au contrat d'emprunt signé en novembre 2021 avec le Crédit Coopératif amortissable sur 15 ans avec un taux d'intérêt fixe de 0,57%.

**Pour 2023, la mobilisation prévisionnelle d'emprunt globalisé est égale à 2 M€ et correspond au contrat d'emprunt signé en décembre 2022 amortissable sur 15 ans avec un taux d'intérêt fixe de 3,14%.**

L'encours prévisionnel de dette communale égal à 20,1 M€ au 31/12/2022 serait donc égal à environ 18,7 M€ (environ 325 euros par habitant) au 31/12/2023 avec une mobilisation de 2,0 M€ et un amortissement en capital de 3,4 M€ sur l'exercice 2023.

### **6) Les perspectives du financement des collectivités locales pour 2023**

Après une année 2021 marquée par la reconstitution des marges de manœuvres financières des collectivités, dans le cadre de l'instauration par l'Union Européenne de son nouveau règlement financier BMR (Benchmark Regulation) et la réforme européenne de refonte des taux du marché bancaire, le contexte financier 2022 de marché s'est avéré nettement défavorable au financement des collectivités territoriales en raison de la forte remontée des taux de marché depuis la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

Au regard de la forte progression du taux d'usure passant de 2,75% à 3,21% pour les durées inférieures à 10 ans, les marchés anticipent la poursuite de la hausse des taux durant une partie de l'année 2023, avec un risque pour les banques d'être limitées en termes de propositions à taux fixe en raison de la réduction des marges et une recrudescence des offres de taux avec des swaps.

Par ailleurs, la progression des taux d'usure applicables au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 couplée à la réduction des marges engendrent une réduction drastique des offres à taux fixes contre une évolution des offres de contrat swap permettant une transformation de variable en fixe. Si la hausse des taux se maintient en 2023, les collectivités devront emprunter à taux variable uniquement et éventuellement mettre en œuvre un swap pour les collectivités utilisant cette ingénierie.

Aussi, le secteur bancaire ne prévoit pas de normalisation des taux au premier semestre 2023. En effet, le taux d'usure entre le 3<sup>ème</sup> et le dernier trimestre 2022 est passé de 2,83% de 3,28% pour les durées de 10 à 20 ans. Si les références de marché restent à ce niveau, les banques ne seront pas en mesure de proposer du taux fixe pour les consultations en 2023.

A ce stade, les marchés n'anticipent pas de baisse des taux avant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2023.

A titre d'illustration concrète pour la ville de cette situation tendue sur le marché bancaire, l'appel d'offres lancé en octobre 2022 n'a permis d'obtenir qu'une seule offre en taux fixe auprès de 8 établissements bancaires consultés à hauteur de 3,14% (Crédit Mutuel Ile-de-France) contre 0,57% (Crédit Coopératif) en octobre 2021.

## **7) L'annuité prévisionnelle de la dette communale 2023-2027**

Dans une vision prospective des engagements pluriannuels de moyen terme (2023-2027), le capital restant dû (CRD) de l'encours de dette communale d'un total de 20,1 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'amortit annuellement en projection prévisionnelle comme suit (hors tirages effectifs signature d'emprunts nouveaux à partir de 2023) :

| (K€)                      | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          | 2027          |
|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>CRD au 01/01/N (1)</b> | <b>20.094</b> | <b>18.712</b> | <b>15.652</b> | <b>12.643</b> | <b>10.037</b> |
| Annuité de la dette       | 3.734         | 3.431         | 3.323         | 2.863         | 2.818         |
| Amortissement en capital  | 3.384         | 3.060         | 3.009         | 2.606         | 2.610         |
| Intérêts (2)              | 350           | 371           | 314           | 257           | 208           |
| Taux moyen (2)            | 1,86%         | 1,96%         | 1,99%         | 2,02%         | 2,06%         |

*(1) - Capital Restant Dû stock au 11/01/2023 (hors nouveaux tirages d'emprunt 2024-2026)*

*(2) - Prévision des intérêts financiers réalisée au 11/01/2023 (Provision 50 k€ BP 2023)*

Accusé de réception en préfecture  
094-219400462-20230216-DEL17AF16022023-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2023  
Date de réception préfecture : 17/02/2023

Conformément aux obligations réglementaires de l'instruction budgétaire et comptable M14, le BP 2022 comportera les états annexes de dette communale détaillant, notamment, les conditions financières de chaque contrat d'emprunt en cours d'amortissement pour l'exercice 2023.

L'encours actuel de dette communale de 20,1 M€ s'amortit prévisionnellement jusqu'en 2038 selon le tableau suivant :

| ANNÉE        | ENCOURS       | ANNUITE              | AMORTISSEMENT        | INTÉRÊT             |
|--------------|---------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| 2023 (*)     | 20 094 364,36 | 3 731 732,04         | 3 381 955,31         | 349 776,73          |
| 2024         | 18 712 409,05 | 3 431 658,09         | 3 060 267,58         | 371 390,51          |
| 2025         | 15 652 141,47 | 3 323 371,53         | 3 009 356,35         | 314 015,18          |
| 2026         | 12 643 046,10 | 2 863 154,65         | 2 606 140,68         | 257 013,97          |
| 2027         | 10 036 905,42 | 2 818 131,94         | 2 610 424,11         | 207 707,83          |
| 2028         | 7 426 481,31  | 2 534 471,20         | 2 375 741,65         | 158 729,55          |
| 2029         | 5 050 739,66  | 1 585 654,93         | 1 475 934,15         | 109 720,78          |
| 2030         | 3 574 805,51  | 844 809,29           | 775 994,87           | 68 814,42           |
| 2031         | 2 798 810,64  | 616 942,82           | 565 980,57           | 50 962,25           |
| 2032         | 2 232 830,07  | 409 941,43           | 370 667,79           | 39 273,64           |
| 2033         | 1 862 162,28  | 409 368,09           | 375 672,55           | 33 695,54           |
| 2034         | 1 486 489,73  | 408 794,76           | 380 729,93           | 28 064,83           |
| 2035         | 1 105 759,80  | 408 221,43           | 385 933,17           | 22 288,26           |
| 2036         | 719 826,63    | 307 755,80           | 291 245,26           | 16 510,54           |
| 2037         | 428 581,37    | 274 386,44           | 263 460,93           | 10 925,51           |
| 2038         | 165 120,44    | 169 765,97           | 165 120,44           | 4 645,53            |
| <b>TOTAL</b> |               | <b>24 138 160,41</b> | <b>22 094 625,34</b> | <b>2 043 535,07</b> |

*(\*) - NB Différence Encours 20,094 M€/Amortissement 22,094 M€*

*Contrat Crédit Mutuel 2,000 M€ signé en décembre 2022 et à mobiliser sur 2023*

### 3 - PROJECTION FINANCIÈRE DU BUDGET COMMUNAL 2023

#### I-SECTION DE FONCTIONNEMENT

##### a) Recettes réelles de fonctionnement

| Montants en k€                     | BP 2022       | ROB 2023      | Variation %   |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Impôts et taxes (*)</b>         | <b>56.810</b> | <b>61.520</b> | <b>+8,3%</b>  |
| <i>Dont Impôts directs locaux</i>  | <i>39.780</i> | <i>44.170</i> | <i>+11,0%</i> |
| <i>Dont ACM (1)</i>                | <i>13.560</i> | <i>13.560</i> | <i>0%</i>     |
| <i>DMTO (2)</i>                    | <i>2.500</i>  | <i>2.800</i>  | <i>+12,0%</i> |
| <b>Dotations et participations</b> | <b>10.643</b> | <b>10.489</b> | <b>-1,4%</b>  |
| <i>Dont DGF</i>                    | <i>6.400</i>  | <i>6.450</i>  | <i>+0,8%</i>  |
| <i>Dont DSU</i>                    | <i>130</i>    | <i>0</i>      | <i>-100%</i>  |
| <i>Dont compensations fiscales</i> | <i>620</i>    | <i>650</i>    | <i>+4,8%</i>  |
| <i>Dont participations CAF (3)</i> | <i>2.705</i>  | <i>2.685</i>  | <i>-0,7%</i>  |
| <b>Produits des services</b>       | <b>5.425</b>  | <b>5.377</b>  | <b>-0,9%</b>  |
| <i>Autres recettes</i>             | <i>615</i>    | <i>650</i>    | <i>+5,7%</i>  |
| <b>Total des recettes (*)</b>      | <b>73.493</b> | <b>78.036</b> | <b>+6,2%</b>  |

*(1) - Attribution de Compensation Métropolitaine (MGP)*

*(2) – Droits de mutation à titre onéreux*

*(3) - Contrat Enfance Jeunesse et Prestation de Service Unique versés par la CAF 94*

##### b) Dépenses réelles de fonctionnement

| Montants en k€                     | BP 2022       | ROB 2023      | Variation %   |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Dépenses courantes</b>          | <b>60.073</b> | <b>63.307</b> | <b>+5,4%</b>  |
| <i>Charges de personnel</i>        | <i>38.762</i> | <i>40.135</i> | <i>+3,5%</i>  |
| <i>Charges à caractère général</i> | <i>14.754</i> | <i>16.358</i> | <i>+10,9%</i> |
| <i>Charges de gestion courante</i> | <i>6.558</i>  | <i>6.814</i>  | <i>+3,9%</i>  |
| <b>Prélèvements</b>                | <b>6.860</b>  | <b>6.840</b>  | <b>-0,3%</b>  |
| <i>Dont FNGIR</i>                  | <i>6.100</i>  | <i>6.100</i>  | <i>0%</i>     |
| <i>Dont FPIC</i>                   | <i>760</i>    | <i>740</i>    | <i>-2,6%</i>  |
| <b>Charges financières</b>         | <b>280</b>    | <b>430</b>    | <b>+53,6%</b> |
| <i>Charges exceptionnelles</i>     | <i>102</i>    | <i>101</i>    | <i>-1,5%</i>  |
| <b>Dotations aux provisions</b>    | <b>0</b>      | <b>230</b>    | <b>***</b>    |
| <b>Total des dépenses</b>          | <b>67.315</b> | <b>70.908</b> | <b>+5,3%</b>  |

##### c) Autofinancement communal

| Montants en k€       | BP 2022       | ROB 2023      | Variation %   |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Épargne brute</b> | <b>+6.178</b> | <b>+7.129</b> | <b>+15,4%</b> |

## **II-SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **a) Recettes réelles d'investissement**

| Montants en k€                      | BP 2022      | ROB 2023     | Variation %   |
|-------------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| <b>Dotations et fonds divers</b>    | <b>1.700</b> | <b>2.000</b> | <b>+29,4%</b> |
| <i>Dont FCTVA (1)</i>               | <i>1.300</i> | <i>1.600</i> | <i>***</i>    |
| <i>Dont taxe d'aménagement</i>      | <i>400</i>   | <i>400</i>   | <i>***</i>    |
| <b>Subventions d'investissement</b> | <b>350</b>   | <b>500</b>   | <b>+42,9%</b> |
| <b>Cessions foncières</b>           | <b>4.500</b> | <b>5.500</b> | <b>***</b>    |
| <b>Recettes (hors emprunt)</b>      | <b>6.550</b> | <b>8.000</b> | <b>+22,1%</b> |

*(1) -Récupération de TVA au titre du FCTVA en N+2 sur les dépenses d'équipement*

*(BP 2022 = CA 2020 et ROB 2023 = CA 2021)*

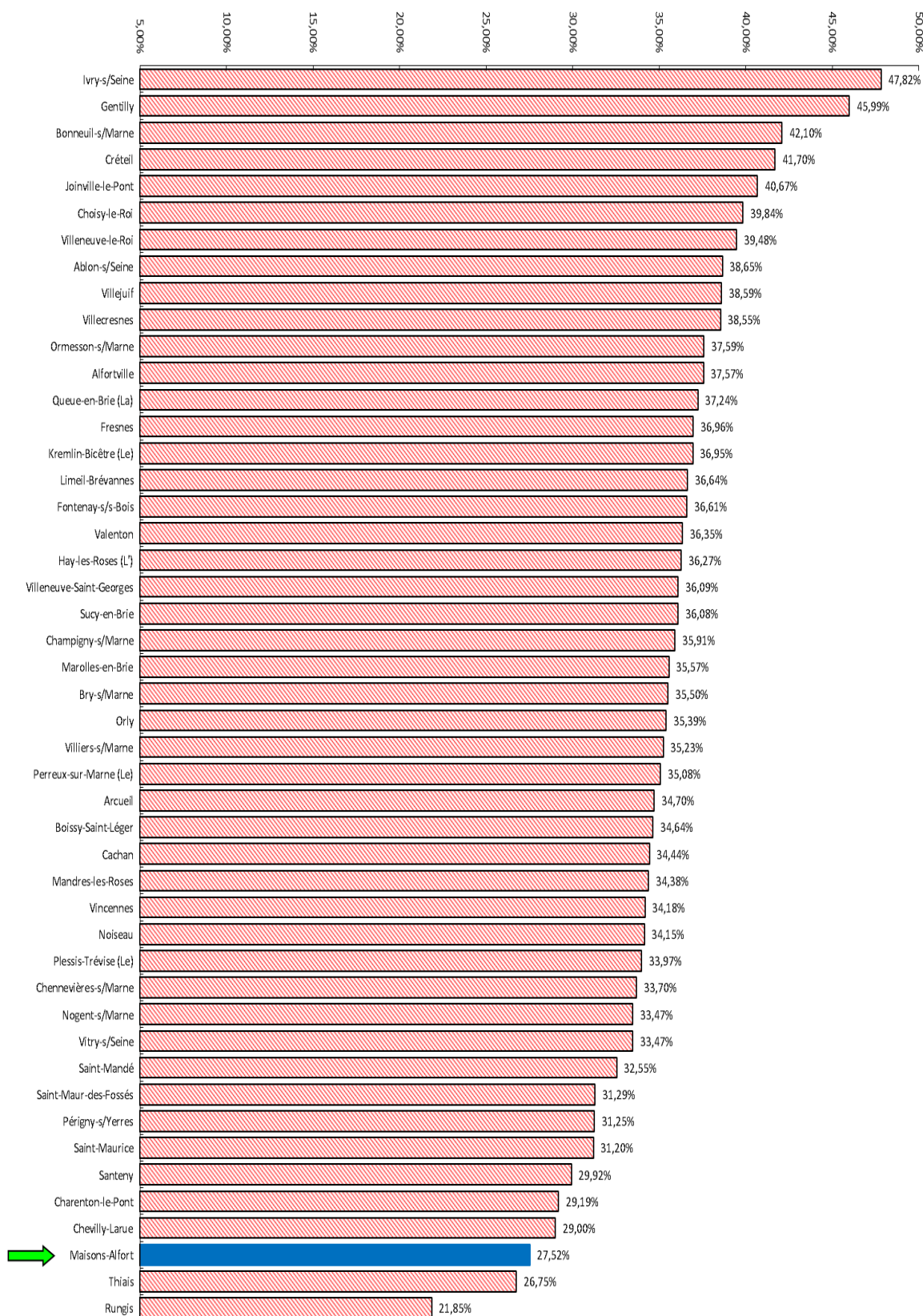
### **b) Dépenses réelles d'investissement**

| Montants en k€               | BP 2022       | ROB 2023      | Variation %   |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Dépenses d'équipement</b> | <b>11.528</b> | <b>13.729</b> | <b>+19,1%</b> |

## **III-PROJECTION BUDGÉTAIRE 2023**

| Montants en k€                  | BP 2022       | ROB 2023      |
|---------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Recettes réelles totales</b> | <b>82.263</b> | <b>88.036</b> |
| <b>Dépenses réelles totales</b> | <b>82.263</b> | <b>88.036</b> |

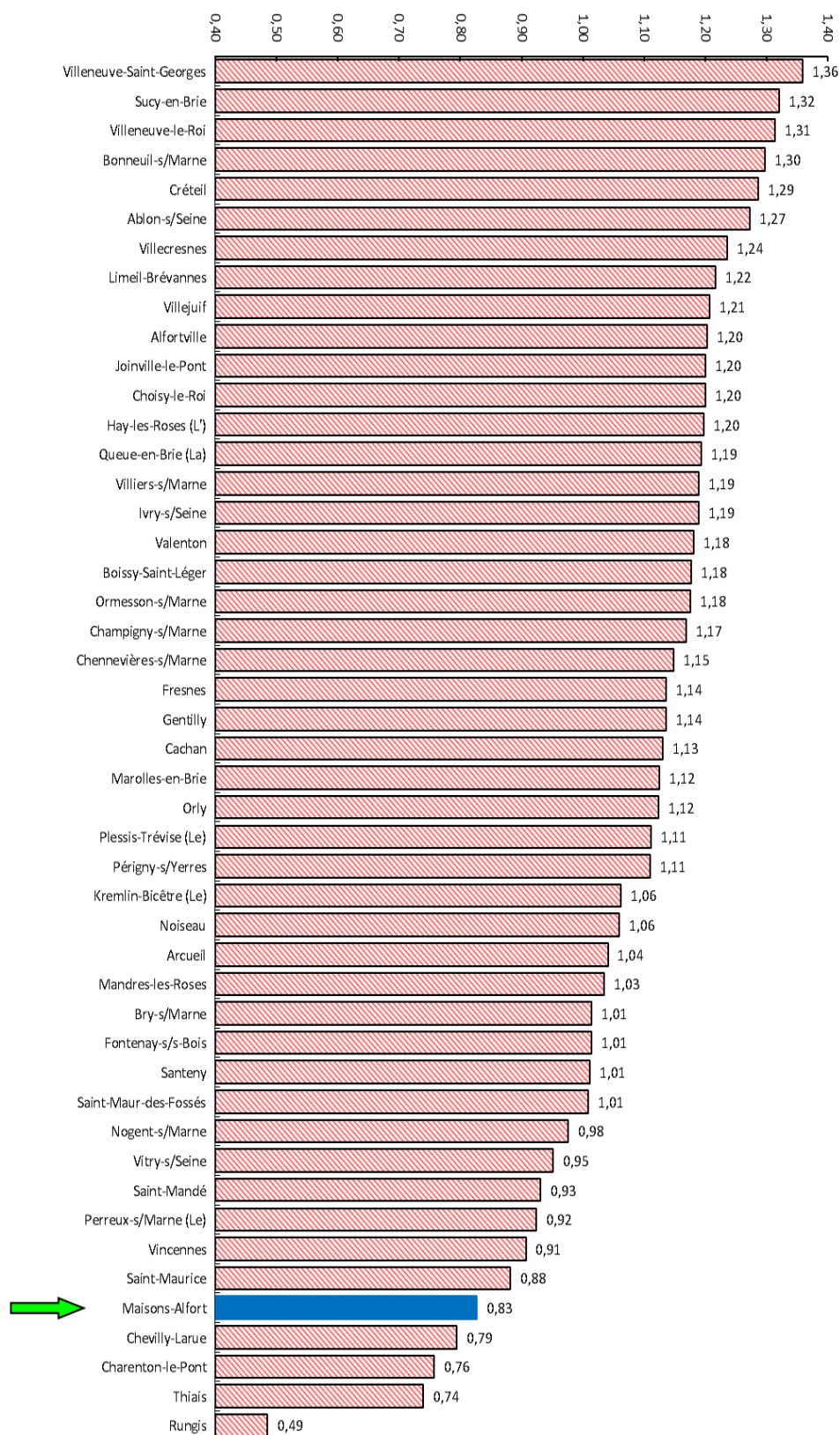
## Taux de foncier bâti Val de Marne 2021



Source : Ministère de l'Action et des Comptes Publics (octobre 2021)

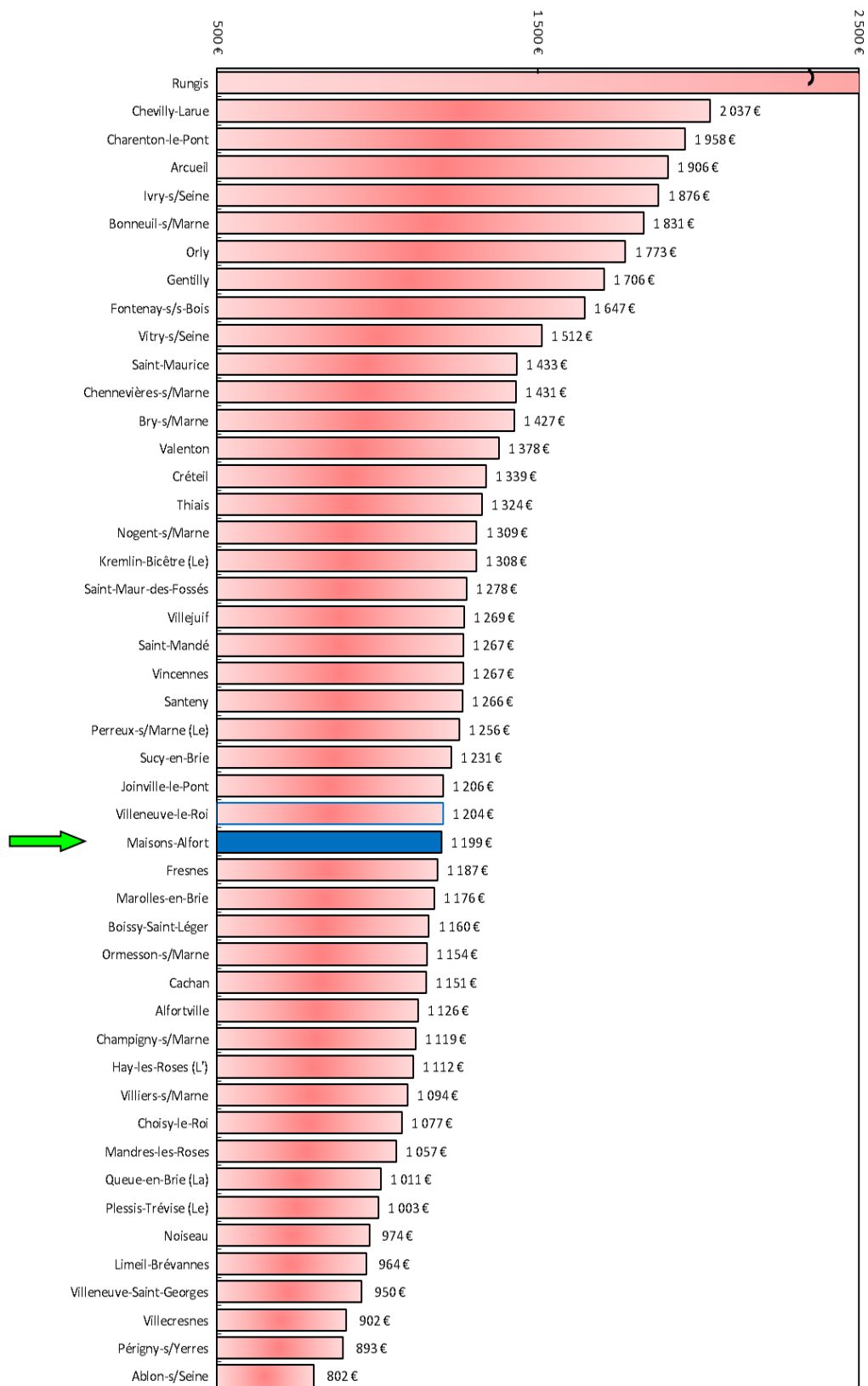


## Pression fiscale sur les ménages Val-de-Marne 2021



Source : Observatoire des finances publiques  
(OFGL octobre 2022)

## Potentiel financier par habitant Val-de-Marne 2021



Source : Observatoire des finances publiques  
(OFGL octobre 2022)

| <b>Les dépenses de fonctionnement des 36 communes de plus de 50.000 habitants<br/>de la Métropole du Grand Paris en 2021</b><br><b>(Classement par ordre décroissant en euros par habitant)</b> |                       |           |      |      |          |
|---|-----------------------|-----------|------|------|----------|
| N°  | Ville                 | Pop.      | Dép. | EPCI | DRF/hab. |
| 1   | Paris                 | 2 192 485 | 75   | MGP  | 3 214 €  |
| 2   | Saint-Ouen            | 50 797    | 93   | MGP  | 2 949 €  |
| 3   | Nanterre              | 97 453    | 92   | MGP  | 2 721 €  |
| 4   | Ivry-s/Seine          | 63 562    | 94   | MGP  | 2 465 €  |
| 5   | Rueil-Malmaison       | 79 455    | 92   | MGP  | 2 322 €  |
| 6   | Levallois-Perret      | 66 390    | 92   | MGP  | 2 218 €  |
| 7   | Courbevoie            | 82 856    | 92   | MGP  | 2 152 €  |
| 8   | Bobigny               | 54 436    | 93   | MGP  | 2 116 €  |
| 9   | Clichy                | 62 743    | 92   | MGP  | 2 112 €  |
| 10  | Pantin                | 59 237    | 93   | MGP  | 2 077 €  |
| 11  | Issy-les-Moulineaux   | 68 980    | 92   | MGP  | 1 999 €  |
| 12  | Montreuil             | 110 465   | 93   | MGP  | 1 942 €  |
| 13  | Saint-Denis           | 112 982   | 93   | MGP  | 1 909 €  |
| 14  | Vitry-s/Seine         | 95 105    | 94   | MGP  | 1 821 €  |
| 15  | Créteil               | 92 737    | 94   | MGP  | 1 800 €  |
| 16  | Neuilly-s/Seine       | 60 930    | 92   | MGP  | 1 790 €  |
| 17  | Aulnay-s/s-Bois       | 86 683    | 93   | MGP  | 1 769 €  |
| 18  | Bondy                 | 54 207    | 93   | MGP  | 1 729 €  |
| 19  | Villejuif             | 55 212    | 94   | MGP  | 1 716 €  |
| 20  | Boulogne-Billancourt  | 122 577   | 92   | MGP  | 1 711 €  |
| 21  | Blanc-Mesnil (Le)     | 57 317    | 93   | MGP  | 1 687 €  |
| 22  | Fontenay-s/s-Bois     | 52 685    | 94   | MGP  | 1 655 €  |
| 23  | Champigny-s/Marne     | 77 381    | 94   | MGP  | 1 633 €  |
| 24  | Antony                | 63 674    | 92   | MGP  | 1 609 €  |
| 25  | Aubervilliers         | 87 762    | 93   | MGP  | 1 573 €  |
| 26  | Clamart               | 53 429    | 92   | MGP  | 1 573 €  |
| 27  | Noisy-le-Grand        | 68 511    | 93   | MGP  | 1 568 €  |
| 28  | Sevran                | 51 396    | 93   | MGP  | 1 547 €  |
| 29  | Drancy                | 72 391    | 93   | MGP  | 1 544 €  |
| 30  | Argenteuil            | 110 766   | 95   | MGP  | 1 500 €  |
| 31  | Saint-Maur-des-Fossés | 76 214    | 94   | MGP  | 1 499 €  |
| 32  | Epinay-s/Seine        | 54 928    | 93   | MGP  | 1 465 €  |
| 33  | Asnières-s/Seine      | 86 605    | 92   | MGP  | 1 343 €  |
| 34  | Vincennes             | 50 083    | 94   | MGP  | 1 338 €  |
| 35  | Colombes              | 86 633    | 92   | MGP  | 1 325 €  |
| 36  | Maisons-Alfort        | 56 188    | 94   | MGP  | 1 082 €  |
| ***   | MOYENNE MGP           | ***       | ***  | ***  | 1 846 €  |
| Source : Site internet MINEFI (CG 2021) (Mise en ligne 27/10/2022)  |                       |           |      |      |          |
| <a href="http://www.collectivites-locales.gouv.fr">www.collectivites-locales.gouv.fr</a>  |                       |           |      |      |          |

| L'endettement des 36 communes de plus de 50.000 habitants<br>de la Métropole du Grand Paris au 31/12/2021<br>(Classement par ordre décroissant en euros par habitant) |                       |           |      |      |            |
|---|-----------------------|-----------|------|------|------------|
| N°  | Ville                 | Pop.      | Dép. | EPCI | Dette/hab. |
| 1   | Levallois-Perret      | 66 390    | 92   | MGP  | 4 776 €    |
| 2   | Paris                 | 2 192 485 | 75   | MGP  | 3 818 €    |
| 3   | Argenteuil            | 110 766   | 95   | MGP  | 3 312 €    |
| 4   | Saint-Maur-des-Fossés | 76 214    | 94   | MGP  | 2 908 €    |
| 5   | Rueil-Malmaison       | 79 455    | 92   | MGP  | 2 253 €    |
| 6   | Saint-Ouen            | 50 797    | 93   | MGP  | 2 247 €    |
| 7   | Clamart               | 53 429    | 92   | MGP  | 2 044 €    |
| 8   | Aulnay-s/s-Bois       | 86 683    | 93   | MGP  | 2 042 €    |
| 9   | Villejuif             | 55 212    | 94   | MGP  | 1 927 €    |
| 10  | Montreuil             | 110 465   | 93   | MGP  | 1 904 €    |
| 11  | Drancy                | 72 391    | 93   | MGP  | 1 857 €    |
| 12  | Ivry-s/Seine          | 63 562    | 94   | MGP  | 1 841 €    |
| 13  | Bondy                 | 54 207    | 93   | MGP  | 1 840 €    |
| 14  | Antony                | 63 674    | 92   | MGP  | 1 839 €    |
| 15  | Blanc-Mesnil (Le)     | 57 317    | 93   | MGP  | 1 830 €    |
| 16  | Vitry-s/Seine         | 95 105    | 94   | MGP  | 1 694 €    |
| 17  | Courbevoie            | 82 856    | 92   | MGP  | 1 677 €    |
| 18  | Asnières-s/Seine      | 86 605    | 92   | MGP  | 1 658 €    |
| 19  | Bobigny               | 54 436    | 93   | MGP  | 1 614 €    |
| 20  | Clichy                | 62 743    | 92   | MGP  | 1 565 €    |
| 21  | Aubervilliers         | 87 762    | 93   | MGP  | 1 562 €    |
| 22  | Champigny-s/Marne     | 77 381    | 94   | MGP  | 1 551 €    |
| 23  | Nanterre              | 97 453    | 92   | MGP  | 1 546 €    |
| 24  | Pantin                | 59 237    | 93   | MGP  | 1 501 €    |
| 25  | Créteil               | 92 737    | 94   | MGP  | 1 430 €    |
| 26  | Fontenay-s/s-Bois     | 52 685    | 94   | MGP  | 1 412 €    |
| 27  | Sevran                | 51 396    | 93   | MGP  | 1 354 €    |
| 28  | Colombes              | 86 633    | 92   | MGP  | 1 269 €    |
| 29  | Noisy-le-Grand        | 68 511    | 93   | MGP  | 1 262 €    |
| 30  | Saint-Denis           | 112 982   | 93   | MGP  | 1 249 €    |
| 31  | Vincennes             | 50 083    | 94   | MGP  | 940 €      |
| 32  | Epinay-s/Seine        | 54 928    | 93   | MGP  | 566 €      |
| 33  | Boulogne-Billancourt  | 122 577   | 92   | MGP  | 562 €      |
| 34  | Neuilly-s/Seine       | 60 930    | 92   | MGP  | 495 €      |
| 35  | Maisons-Alfort        | 56 188    | 94   | MGP  | 392 €      |
| 36  | Issy-les-Moulineaux   | 68 980    | 92   | MGP  | 41 €       |
| ***   | MOYENNE MGP           | ***       | ***  | ***  | 1 716 €    |
| Source : Site internet MINEFI (CG 2021) (Mise en ligne 27/10/2022)  |                       |           |      |      |            |
| <a href="http://www.collectivites-locales.gouv.fr">www.collectivites-locales.gouv.fr</a>  |                       |           |      |      |            |